

Informations Correspondance Ouvrières

C
O
L
L
E
C
T
I
O
N

SOMMAIRE

page 1	INTRODUCTIONS
page 5	TEXTES DIFFUSES
page 21	UNE PARTIE DES DEBATS
page 49	LIAISONS INTERNATIONALES
page 50	D'AUTRES CONTRIBUTIONS

RENCONTRE

1969

I
N
T
E
R
N
A
T
I
O
N
A
L

LE NUMÉRO
Francs

SUPPLEMENT AU NUMERO 89 mensuel JANVIER 1970

JUILLET

introductions

QUELQUES PRECISIONS
D'UN CAMARADE ITALIEN
D'UN CAMARADE FRANCAIS

QUELQUES PRECISIONS

Dans le numéro 77 d'ICO (janvier 1969), les camarades de Paris (autrement dit la "bureaucratie d'ICO") lançaient un appel en vue d'une rencontre internationale. L'échange des propositions devant permettre d'en fixer la date, le lieu et les sujets de discussion, lesquels, était-il précisé, pouvaient porter sur "....la situation du capitalisme et sur le mouvement ouvrier dans "chacun des pays concernés, sur l'orientation et l'activité des "groupes"

Faute de réponse, et malgré les appels répétés chaque mois, on en arriva ainsi fin juin sans qu'autre chose ait été fixé que la date et le lieu. Rien de précis sur le contenu des discussions.

Les textes échangés lors de la rencontre nationale de la mi-juin et le compte rendu de cette rencontre ne purent être mis en circulation avant cette rencontre internationale. De sorte qu'on peut dire que celle-ci fut réellement improvisée. Chacun ignorait pratiquement qui y participerait réellement et quels sujets y seraient débattus.

Les camarades italiens, dans la présentation qui suit, ont cru déceler, de la part des "organiseurs", la volonté de maintenir les débats dans les strictes limites de l'information et d'éviter toute discussion sur les conseils ouvriers et sur les activités d'un groupe. Il nous semble, au contraire, que personne n'a posé clairement le débat en ces termes et que le seul reproche qui puisse être fait est celui d'une trop grande confiance dans les possibilités d'auto-organisation d'une telle rencontre. Il n'était pas question d'imposer à qui que ce soit des débats qui ne l'intéressaient pas : il aurait suffi de se séparer en groupes de discussion et ensuite d'expliquer devant tous ce qui aurait été ainsi échangé séparément. C'est finalement ce qui s'est passé, mais dans la coulisse, et sans qu'on sache à quoi sont arrivés la trentaine de camarades qui ont tenu des réunions distinctes.

d' un camarade italien

Cette introduction a été rédigée par des camarades italiens étudiants, animateurs de groupes ouvriers-étudiants du nord de l'Italie. Elle précède un ensemble de textes diffusés soit dans ICO, soit au cours de la rencontre nationale d'ICO des I4 et I5 Juin 1969.

A Bruxelles, en Juillet 1969, s'est tenue une réunion internationale des groupes qui se réclament de l'expérience historique des conseils ouvriers et qui reconnaissent dans cet objectif la réalisation des tendances les plus profondes du mouvement prolétarien. La réunion organisée par ICO, comprenait des groupes français (parmi lesquels le groupe "néo-anarchiste" de Noir et Rouge), belges, italiens, hollandais, portugais et américains.

Les documents que nous présentons sont presque tous des contributions des différents groupes français à la réunion nationale qui a précédé et préparé la réunion internationale. Il faut signaler parmi eux l'intervention de Barrot (avec son appendice sur la loi de la valeur) qui critique le caractère d'idéologie que revêt le "communisme des conseils" et remet en question les idées conseillistes à la lumière de l'analyse historique du capitalisme.

Le congrès n'a pas fait avancer le débat théorique qui l'avait précédé; en fait, les organisateurs ont canalisé la discussion dans les voies plus paisibles de l'information sur les luttes ouvrières des différents pays, se bornant à enregistrer la généralisation des grèves sauvages, signe du développement de l'autonomie ouvrière. La proposition, faite par le groupe italien au début de la réunion, de (1)mettre en discussion le document du groupe ICO de Montpellier et la (2)lettre d'un camarade d'ICO du Havre (ICO Mai 69) est tombée dans le vide. De même celle, faite à plusieurs reprises par le groupe de Révolution Internationale, de discuter des conseils ouvriers et du rôle de l'organisation à titre d'épreuve, pour établir des points d'accord minimum sur les problèmes théoriques fondamentaux, est restée substantiellement ignorée. On eut la nette impression que les organisateurs, bien qu'ayant sollicité le débat théorique qui avait précédé la réunion internationale, l'avaient tout-à-coup "oublié". De là les interventions polémiques et provocatrices des camarades belges et français, tendant à souligner la veine ouvriériste encore présente dans les groupes "conseillistes", l'involution idéologique de la théorie, la nécessité d'une critique pratique. La "provocation" des camarades belges et français ("Comité des 42-I2") n'a pas eu pour effet de faire interrompre les travaux, et le congrès s'est poursuivi dans la ligne informative (échange d'informations sur les luttes ouvrières et sur la situation du capitalisme dans chaque pays) voulue par ICO; une réunion séparée a cependant été organisée l'après-midi du second jour, après la distribution à tous les participants à la rencontre du tract "Ici centre de conditionnement de l'intelligence...", et une trentaine de camarades y ont surtout discuté de l'expérience des groupes "autonomes" (en particulier aux U.S.A.) comme alternative possible aux conseils ouvriers et de l'autogestion généralisée.

(1) Les documents cités ont été publiés dans les numéros d'ICO de janvier à juillet 1969 et dans le compte rendu de la rencontre nationale - n° 84-août 1969

(2) le texte des camarades de Montpellier est reproduit ci après ; les camarades du Havre ont repris leurs idées dans un texte plus étendu reproduit également ci après mais qui n'a pu être distribué lors de la rencontre internationale .

A cette rencontre, les divergences ont toutefois apparu également à l'occasion de certains exposés nationaux, en particulier américain et italien. Le rapport de P. Mattick sur les luttes de classes aux Etats-Unis a tenté de combler le vide informatif (qui est probablement un vide réel) sur le mouvement de la classe ouvrière américaine, par une série d'affirmations relatives à son essence de sujet exclusif de la révolution. De ces "principes" idéologiques authentiques découlait la négation du caractère révolutionnaire de la lutte des noirs américains, puis l'affirmation de son caractère raciste et nationaliste. L'exposé de Mattick a suscité des critiques très "dures", en particulier l'accusation de cacher sous un habit théorique apparemment révolutionnaire un réel opportunisme pratique et un désengagement par rapport au front réel de luttes qui s'est ouvert aux Etats-Unis.

Le rapport italien relevait dans le prolétariat italien le développement d'une "critique pratique" du capitalisme qui s'exprimait dans toute une série de luttes violentes (de Battipaglia à la Fiat, en passant par les révoltes des prisons) qui, passant souvent de l'usine à la rue et vice-versa, constituaient une révolte véritable contre les conditions matérielles et culturelles d'existence sous le capitalisme. Le développement de cette négation pratique confirme la prévision théorique sur le mouvement d'autonégation du prolétariat (critique et refus du travail, critique et refus de l'urbanisme capitaliste), plus que ne la confirme la généralisation des grèves sauvages, qui ne sont souvent que l'indice d'une intégration excessive et par conséquent non fonctionnelle du syndicat. Les critiques adressées à ce rapport ont été surtout de caractère sociologique, dans le sens d'une réduction de la signification de certains faits (à Battipaglia la révolte n'aurait pas éclaté s'il n'y avait pas eu en fait une crise de l'emploi, etc.) et sont venues exclusivement de ceux qui retenaient que seule la lutte d'entreprise était en mesure de développer la conscience révolutionnaire du prolétariat.

Bolletino d'informazione n° 1
Giani Armaroli - Gènes

d'un camarade français (Paris)

Ce que le camarade italien - et d'autres - critiquent sous l'étiquette "ligne ouvriériste d'ICO" c'est un ensemble de constatations que l'on peut résumer schématiquement comme suit :

- le monde capitaliste (branche occidentale ou branche orientale) repose sur l'exploitation d'une classe de travailleurs, différenciés plus ou moins d'après l'évolution des techniques de production mais qui ont en commun le fait qu'ils sont entièrement dépossédés de toute décision et de tout pouvoir sur l'appareil de production.
- un monde nouveau ne peut exister que si ces travailleurs prennent en mains la gestion de leur travail et font tourner l'appareil de production pour leur compte, la satisfaction de leurs besoins, la réalisation de leur vie.
- aucun organisme ne peut se substituer à eux pour accomplir cette tâche. Celle-ci n'apparaît pas comme une conquête révolutionnaire qui transformerait du jour au lendemain les structures et les mentalités, mais comme la lutte convergente de tous les exploités contre les exploités. Dans cette lutte, celle des exploités des secteurs les plus avancés du capitalisme a autant d'importance sinon plus que celle des secteurs arriérés, celle de l'ensemble a plus d'im-

portance que celle de secteurs marginaux ,d'autant plus si ceux ci sont en dehors du procès de production .

- la lutte de classe inclut toutes les luttes des travailleurs contre leur exploitation: aussi bien les luttes quotidiennes que les grèves plus importantes qui mettent en cause directement le pouvoir politique . L'ensemble de ces luttes détermine un rapport de forces et les lignes directrices de l'évolution de la société capitaliste ,s'adaptant aux formes nouvelles des techniques de domination capitaliste,empruntant aux formes de luttes du passé ,mais les dépassant, en créant de nouvelles répondant aux nécessités présentes.

-la "conscience " des travailleurs de leur émancipation ,de leurs luttes n'est pas ce qu'imaginent ceux qui veulent faire une "organisation révolutionnaire" pour "faire la révolution " .Les travailleurs ne "veulent " pas faire un monde nouveau , mais leurs luttes ,sans aucune exclusive contribuent à sa réalisation ;la conscience et la construction d'une organisation de lutte et de gestion se développent tout au long de ce processus "révolutionnaire " dont nous ne pouvons définir avec précision que des moments ;notre analyse et notre recherche doit s'appliquer à en discerner la direction et les transformations .

ICO n'est pas un "groupe conseilliste " bien que de nombreux camarades le critiquent comme tels . Nous reconnaissons dans les conseils ouvriers des réalisations des travailleurs pour une transformation radicale de la société capitaliste vers un monde nouveau dans des périodes historiques précises . Mais ,nous refusons d'être l'organisation pour la formation de conseils ouvriers ,nous ne voulons encore moins être ce que certains considèrent comme la préfiguration d'un "conseil " (certains s'en donnent même le titre) .Le conseil n'est pas un nom à inscrire dans un programme ou sur un drapeau pas plus qu'une forme présente d'organisation des cellules d'une nouvelle forme d'organisation révolutionnaire ,modernisée peut être mais tout aussi absolue que les anciennes .

En ce sens , l'expérience de "groupes autonomes " à laquelle se réfère le camarade italien dans le texte ci dessus ,ne nous paraît nullement une alternative possible aux conseils ouvriers et à l'autogestion généralisée (pour autant que l'on soit tombé au préalable d'accord sur ces termes) ,mais comme l'alternative aux cellules des groupuscules ,comme noyau d'une future organisation révolutionnaire construite en dehors du mouvement ouvrier ,mais s'insérant dans le rapport de force actuel pour tenter de reconstituer "l'avant garde " .

avant la rencontre

RENCONTRE NATIONALE : l'ensemble des textes et des discussions figure dans un numéro spécial d'ICO numéro 84 -juillet 1969 (envoi contre 2 Francs
TEXTES des camarades de Montpellier
A PROPOS DES CONSEILS OUVRIERS (camarade du Havre)

Par suite d'un retard d'acheminement du courrier, ce tract préparé pour la rencontre n'a pu être diffusé ni avant, ni pendant. Il n'a pu servir de base de discussion. Il reprend et développe les idées exprimées dans le texte d'un camarade du Havre (ICO Mai 69) et repris dans le compte-rendu de la rencontre nationale (ICO Aout 69).

A. PROPOS DES CONSEILS OUVRIERS

(Notes rapides à discuter)

I

1/ L'apologie actuelle des Conseils Ouvriers, et les théorisations subséquentes, ne sont que le reflet inverse du rejet affectif du leninisme. Pratiquement, les Conseils (envisagés ou réellement imposés) n'ont été sur des réponses à des offensives de type leniniste. Les gars ont été réduits à l'opportunistisation forcée, et à la seule solution de remplacement. La spécialisation, et la division du travail (et/ou du non travail), s'étant perpétuées dans l'expression organisationnelle de ces réponses, ont constitué le principal facteur de leur inadéquation.

2/ L'échec des Conseils en Allemagne et en Italie, et encore plus, en Hongrie en 1956, est l'aboutissement logique de cette attitude purement défensive. Or si dans un premier stade, la défense est la forme la plus forte de la guerre, elle doit nécessairement se renverser dans l'offensive. Toutes les formes d'organisation de la classe ouvrière n'ont été que le reflet inverse et retardé de la classe dominante (le leninisme étant passé de la première catégorie à la seconde). Ainsi et à ce stade de l'exposé, le succès de la révolution est tout entier suspendu à cette nécessité, que l'organisation à construire de la classe ouvrière (ou par ceux qui veulent faire la révolution) constitue déjà actuellement l'expression d'un cran d'avance sur l'évolution continue de la classe dominante. (c'est à clarifier)

3/ Toute prise de pouvoir qui respecte certaines séparations conduit à nouveau à l'instauration d'un nouveau pouvoir séparé. Ainsi la question du pouvoir, signifiant généralement la prise d'un pouvoir, ne peut être posée par nous que si elle signifie évidemment la fin de tout pouvoir, c'est-à-dire en définitive la fin de toute séparation. La lutte pour le pouvoir est donc la lutte contre le pouvoir et pour tous les pouvoirs.

4/ La réunion en groupes tribaux a été la réponse adéquate à l'alienation naturelle et nous a donné certains moyens de la vaincre. Elle a donné malheureusement naissance à un nouveau type d'alienation, celui de la reification des rapports à l'intérieur des formes organisationnelles traînantes de ces groupes (gelification des rapports sociaux aboutissant à des cristallisations, d'où apparition des classes, ...); le principal moyen de perpétuation de ces formes étant la séparation généralisée, notamment grâce à l'idéologie. Accessoirement, les conséquences ultimes de la séparation généralisée peuvent mettre en danger l'existence même de ces formes (on a alors l'apparition de classes antagonistes, de rapports sociaux antagonistes), contradiction qu'elles ne peuvent résoudre que localement et qu'elles ne peuvent dépasser qu'au niveau du mythe (existence récente du mythe technocrate de l'An 2000).

5/ La réalisation internationale du pouvoir absolu des Conseils ouvriers ? Si elle demeure une des conditions nécessaires de la révolution n'est donc envisageable que si elle s'accompagne déjà de la fin de toute séparation, dans tous les domaines et entre les domaines.

II

1/ L'organisation de groupes d'un nouveau type est donc la réponse adaptée et nécessaire à l'invivabilité actuelle du système, la seule activité de ces groupes étant le pourrissement généralisé de ce système. Ces groupes sont d'ailleurs des produits historiques du système; en ceci que leur apparition et leur activité, ne sont rendues possibles et nécessaires que par l'état de pourrissement déjà visible du système. C'est dans et par leur activité et leur multiplication que ces groupes feront apparaître les signes de ce qui deviendra ultérieurement la nouvelle forme d'organisation sociale.

2/ La condition sine qua non de l'efficacité de tels groupes est le refus, en eux-mêmes et dans les relations avec les autres groupes, de toute trace organisationnelle du vieux monde. Certaines sont déjà connues, d'autres seront et devront être découvertes au cours de l'évolution de ces groupes. Ceci pose en particulier le problème de la division des tâches : personne ne doit être spécialiste, mais pour le moment, certains font mieux certaines choses que d'autres. Ce qui ne dispense pas de sanctionner impitoyablement toute imbécilité, parfois même en cas de danger ressenti, au moment où il se présente, comme fondamental. L'erreur d'un seul entraîne la fin de tous.

3/ L'objectivité qui nous est actuellement laissée est dans presque tous les cas, la subjectivité du système dominant. Nous ne pouvons donc nous appuyer que sur notre propre subjectivité, radicale bien évidemment, laquelle deviendra et constitue déjà la seule objectivité du monde que nous voulons. Cette subjectivité radicale ne peut se manifester que par l'application systématique, à tous les niveaux du pouvoir séparé, de la stratégie de rupture qui est à la base de l'établissement de tels groupes; en particulier, il ne peut y avoir d'éducation d'aucune sorte mais seulement des provocations.

4/ Ces groupes ne peuvent s'édifier que sur la base du refus du travail séparé. Leur multiplication les conduit inéluctablement à la mort ou au travail unitaire, le seul qui soit, celui du maintien et du développement de la survivance collective et la réalisation immédiate des désirs alors actuels. Ceci ne peut se faire que dans et par la réalisation internationale des conseils ouvriers. Etant donné que seule une faible part du temps de travail actuellement effectif est socialement nécessaire, ceci peut éventuellement mener, dans une période transitoire, à une simple rotation des tâches, régulée par le désir de la rotation.

5/ C'est dans cette dialectique entre l'autogestion parcellaire de la production séparée et l'autogestion parcellarisée de la vie quotidienne, que résident les germes de l'autogestion généralisée déjà en germe dans l'expérimentation de l'autogestion immédiate par les groupes de pourrissement généralisé, déjà existants (plus ou moins).

+++++

En novembre, à M..., un certain nombre de camarades isolés ou embragadés dans les "avant gardes" (et insatisfaits, déçus) ont éprouvé le besoin de se regrouper. Ils ont donc formé un C.A au niveau de la ville.

Il y avait là une trentaine de personnes : une majorité d'étudiants plus quelques enseignants et quelques travailleurs, transfuges de la J.C.R ou du P.S.U, anarchistes, "situationnistes".

Après quelques réunions mouvementées il est apparu deux tendances à propos des moyens ou nécessité d'action. L'un rejetant toute forme d'organisation, toute discussion théorique, débouchait sur le seul activisme, l'autre éprouvant le besoin d'une recherche plus cohérente dans la pratique s'est regroupé autour de la revue I.C.O. Ce nouveau groupe (une quinzaine d'étudiants, enseignants, travailleurs) est généralement d'accord avec I.C.O en ce qui concerne la lutte des classes. A titre individuel, des éléments participent à des actions directes au niveau de la ville.

Nos réunions hebdomadaires régulières ont aboutit surtout :

- 1) à établir une liaison avec les abonnés I.C.O du département
- 2) à décentraliser des tâches matérielles du groupe de Paris (tirage N° spécial, secrétariat rencontre nationale).

Actuellement nos discussions tournent autour de la définition ou nécessité de l'organisation. Ce problème peut et doit être posé à la rencontre nationale.

Pour les prochaines réunions nous envisageons un cycle de discussions théoriques portant sur l'autogestion, les conseils ouvriers, le syndicalisme.

Eléments de discussions sur le problème de l'organisation :

1) Au niveau des activités du groupe de M... il est apparu un certain nombre de nécessités :

- Nécessité, tout d'abord de mettre au point une base théorique minimum sur laquelle les camarades du groupe réalisent un accord
- Nécessité, ensuite de réaliser un travail de réflexion susceptible de guider l'action du groupe.

En d'autres termes les camarades de M... ont ressenti le besoin de fonctionner comme un groupe politique.

2) La position d'I.C.O de refus plus ou moins marqué d'organisation pour ne pas intervenir de l'extérieur nous paraît d'une part fausse d'autre part constituer un faux problème.

FAUSSE car elle ne tient pas compte du rapport dialectique existant entre la lutte des classes de la masse et le groupe politique. Aucun groupe politique n'est totalement extérieur au prolétariat, ils sont tous plus ou moins créés, engendrés par la lutte des classes (voir par exemple l'évolution d'I.C.O et des autres groupes depuis Mai). La lutte des classes ne se développe pas de façon parfaitement autonome sans intervention de groupe politique (cf. Mai). Les positions théoriques et pratiques d'un groupe font partie de la lutte des classes et l'influencent ; si ces positions correspondent aux nécessités de la lutte le groupe se développe obligatoirement. Les nécessités de la lutte sont quelquefois telles qu'un groupe a une pratique en contradiction avec ses principes théoriques (en Mai par exemple, les léninistes de la J.C.R et M.L ont eu une pratique anti-parti en étant contraints d'impulser les C.A ; ce n'est que plus tard qu'ils sont revenus à leurs principes et ont pratiqué la récupération.

FAUSSE car le prolétariat peut avoir une pratique révolutionnaire même s'il n'a pas la "conscience" et sans élaborer la théorie révolution-

naire. La conscience et la théorie lui sont ensuite cependant nécessaire : il a besoin, en effet, de l'expérience historique de la lutte des classes, toute tentative révolutionnaire s'appuyant sur la précédente pour la dépasser. Les différents groupes transmettent cette expérience chacun à sa façon et sont tous nécessaires. Il n'est pas question que des élites élaborent des théories pour les offrir comme des "recettes" au prolétariat. Il est évident que les formes d'organisation et d'action sont issues des expériences du prolétariat ; la fonction des groupes politiques est de transmettre les leçons de ces expériences.

LAUX PROBLEME car lorsqu'on nous dit que le révolutionnaire doit intervenir en tant qu'individu et non en tant que membre d'un groupe il s'agit de la théorisation d'un état d'impuissance : deux militants I.C.O de la même boîte se concertent pour agir dans leur milieu. S'ils étaient dix il en serait de même ; agiraient-ils alors en tant qu'individus ou en tant que groupe? Ces révolutionnaires prendraient évidemment contact avec les autres usines de la firme ; leur action commune serait guidé par leurs positions communes en fonction des nécessités du moment : ils agiraient en tant que groupe politique.

Les tâches :

1) faire un travail de réflexion théorique (analyse de la société dans laquelle nous vivons, étude critique du mouvement ouvrier, Partis et Syndicats, qu'est-ce que le socialisme, processus révolutionnaire, critique de la vie quotidienne, etc...) Pour cela il faut une revue de discussions, cette revue pouvant se présenter sous forme de numéros spécialisés sur le problème. Un journal : la séparation entre revue d'élaboration et journal de diffusion n'est qu'apparente car la diffusion exige une grande cohérence et contribue à cette cohérence par la clarté qu'elle nécessite.

2) "L'action exemplaire" : la diffusion de la théorie révolutionnaire peut se faire par une certaine forme d'activisme, surtout en période favorable; cet activisme suscitent des réactions et des actions allant dans le même sens révolutionnaire.

3) Intervenir dans les luttes selon un mode en accord avec la théorie. Pour nous il s'agira d'œuvrer pour l'autogestion des luttes et l'auto-organisation des travailleurs (former des comités) d'entreprise et des C.A.). L'information faite à l'intérieur du lieu de travail par les militants de l'entreprise est la meilleure façon sensibiliser et garder le contact avec l'ensemble des travailleurs.

Les formes organisationnelles :

Dans l'immédiat, nous proposons donc la formation de groupes locaux autonomes agissant au niveau de la ville.

Les groupes mettant leur force en commun pour avoir un journal, se réunissent le plus souvent possible au niveau des régions et envoyant des délégués à des réunions nationales pour confronter les différentes expériences et les leçons à en tirer.

du cours de la rencontre

Cet ensemble de textes a été diffusé, soit avant la rencontre, soit au cours de la rencontre. Ils sont en partie reproduits par la brochure italienne présentée ci-dessus.

Dans la mesure du possible nous avons daté ces textes pour que chacun puisse les situer dans les seuls débats dont il est rendu compte ci-après, et auxquels ces camarades n'ont participé qu'épisodiquement (car cela ne les intéressait pas): finalement, ils ont, avec d'autres, organisé le débat distinct dont il est question dans la présentation des camarades italiens.

Tract 1.

Groupe des Enragés (groupe de Bruxelles) - texte diffusé les Vendredi 11 et samedi 12 au matin - avant la rencontre) (I)

ELEMENTS D'ORIENTATION.

Avec les événements de mai, falsifiés et incompris jusqu'à présent, c'est la phase théologique du projet révolutionnaire qui s'achève. De Lapassade à Viénet s'étale une même incapacité pratique et théorique de comprendre la réalité du monde moderne.

Le sauvetage par transfert par l'Internationale Situationniste de l'essentiel de ce que fut la théorie marxiste n'est possible qu'en passant sous silence le mouvement complexe et terrible qui a emporté le prolétariat vers de nouvelles conditions.

Le prolétariat dans la société moderne est loin d'avoir le sens simple que lui attribue le marxisme classique. Le prolétariat ne peut être étranger à ce qu'il lui arrive et encore moins à ce qu'il fait. Le mouvement ouvrier n'a pas été anéanti par l'action conjuguée du stalinisme et du fascisme, mais bien par la dégénérescence qui en a affecté TOUTES les manifestations. Cette dégénérescence ne procède pas du hasard : elle exprime une réalité du prolétariat. Les revendications ouvrière quand elles sont encore posées n'ont plus aucune valeur pour le projet révolutionnaire (et ont le plus souvent une valeur négative).

L'illusion conseilliste de l'I.S., parce qu'elle est à tout moment démentie par la réalité du prolétariat moderne, a conduit l'I.S. à une incohérence trop aisément constatable. Elle exprime le comportement type de militants qui n'ont pas perdu la nostalgie de l'âge d'or du mouvement ouvrier (du reste parfaitement illusoire) et qui avancent dans l'histoire à reculons. Leur volonté de ramener sans cesse l'inconnu au connu revient à supprimer le mouvement et réduit l'histoire à une immense tautologie.

Un système théorique fermé pose obligatoirement les hommes en objets passifs de sa vérité théorique car il doit les soumettre au passé auquel il s'est lui-même asservi. C'est qu'il reste toujours l'élaboration et la consécration d'une expérience déjà acquise et que même s'il prévoit un renouveau celui-ci reste toujours la répétition de ce qui a déjà eu lieu. Une telle théorie n'est finalement compatible qu'avec un monde essentiellement statique.

La théorie révolutionnaire en tant que mouvement négatif qui poursuit le dépassement de la théorie est forcément d'avant-garde et n'est pas. Son avant-garde c'est sa disparition. La vérité de la théorie révolutionnaire n'est rien d'autre que la négation de cette théorie.

(I) ce groupe aurait été en contact avec l'Internationale Situationniste mais aurait rompu ces contacts peu de temps avant la rencontre. Leur titre "Enragés" a vraisemblablement été pris par imitation du groupe du même nom existant en mai 68 à Paris. D'autre part, un membre de l'I S avait proposé d'assister à la rencontre, mais ne l'a finalement pas fait malgré une réponse positive.

DISJECTA .

(Fragments jetés en vrac)

1. Le texte sur le prolétariat, le communisme des conseils et la théorie révolutionnaire est en partie le fruit d'une discussion à 3 ou 4 de la semaine dernière. De toute façon ce n'est qu'un premier pas.

2. Il a suscité vendredi soir 11 juillet une amorce de discussion à 6 ou 7. J'ai proposé d'y ajouter d'une façon ou d'une autre que, maintenant qu'une théologie s'achève, toute formulation d'un projet, "révolutionnaire" ou non, ne peut que se limiter à la destruction non systématique de tout : l'objet, l'idée, la relation, le slogan, hommes et plantes "en place", -seule réaction saine à l'intérieur d'un système donné?

3. Cette réaction est d'autant plus indiquée que l'homme est à ce point fétichisé par l'organisation (qui le pétrit depuis 1 million 800.000 ans) que, seul survivant sur terre, il "organiserait" encore sa survie! Aussi, sans qu'il soit possible encore d'y entrevoir un terme, ne pouvons-nous jamais aller trop loin dans la destruction. Si nous ne nous étions pas interdit tout projet, le seul pensable serait celui-là.

4. Ce qui a tué mai, ce n'est ni la répression, ni la récupération. Alibis trop faciles, à la Cohn-Bendit. Nous avons dégénéré nous-mêmes, en quelques jours. Les autres n'avaient plus qu'à frapper et à recruter.

5. Ici, par ma déconnade, je me détache de mes camarades : premier ou dernier sursaut, peu importe, mai 68 fut le point le plus révélateur de l'histoire, et la première faille du déconditionnement. Cette importance (elle fut, et c'est tout; n'en impliquons rien) ne peut lui être déniée.

Les récupérations, de Pompidou à Krivine, Morin et Viénet, ne sont que gouttes de pipi dispersées au vent.

6. DU PRATIQUE, DE L'IMMEDIAT : Mai fut la libération de la parole; on l'a dit; mai, c'est aussi la liberté de dire merde à celui qui déconne. D'accord au bistrot ou dans les Conseils. Mais ici, si c'est encore possible, nous devons pouvoir nous colleter sur l'essentiel. Nous couperons la parole quand nous le jugerons bon.

7. Malgré tout, il y a encore 8 chances sur 10 qu'on s'emmerde ferme à cette rencontre internationale d'I.C.O. (les "CCConseils...", la "Cocoordination", etc.) Selon toute "vraisemblabilité", l'ennui sera intolérable dès le samedi vers 16 heures. Quelques camarades de Bruxelles vous proposent déjà de se réunir à ce moment-là, au bistrot ou ailleurs. Vous les verrez bien partir : Mouni, Jean Clabau, Hennebert. Si vous vous emmerdez dans la salle : n'hésitez pas à nous suivre. Une chose est certaine : nous ne parlerons ni de Conseils, ni de Coordination, ni d'un "Projet" quelconque.

Jean-Michel HENNEBERT

(ce camarade fait partie du groupe des Enragés - tract diffusé également au début de la rencontre)

Un premier pas.

Pour saisir notre réalité contemporaine, nos plus enragés caciques n'ont pu opérer qu'une pure et simple révision des idées classiques.

Les événements de mai ont achevé la phase théologique du projet révolutionnaire. Toutes ces pharosies: Lapassades.

Le sauvetage des bribes repolinées de ce que fut la théorie marxiste n'est possible qu'en passant sous silence le mouvement "complexe et terrible" qui a emporté le prolétariat vers de nouvelles conditions.

Ce prolétariat, dans la société moderne, est loin d'avoir le sens simple que lui attribuait le marxisme classique. Ce prolétariat ne peut pas être étranger à ce qui lui arrive et encore moins à ce qu'il fait. Le mouvement ouvrier n'a pas été anéanti par l'action conjuguée du stalinisme et du fascisme, mais bien par la dégénérescence qui en a affecté TOUTES les manifestations. Cette dégénérescence ne procède pas du hasard: elle exprime une réalité du prolétariat. Les revendications ouvrières quand elles sont encore posées n'ont plus aucune valeur pour le projet révolutionnaire, et ont le plus souvent une valeur négative.

Tout Conseil ouvrier est un royaume bolchevik.

Toute illusion conseilliste, parce qu'elle est à tout moment démentie par la réalité du prolétariat moderne, conduit ses apologistes à une incohérence trop aisément constatable. Elle exprime le comportement type de militants (I.S., Révolution Internationale, Noir et Rouge, Communisme des Conseils, ça pullule) qui n'ont pas perdu la nostalgie de l'âge d'or du mouvement ouvrier (du reste lui aussi parfaitement illusoire) et qui avancent dans l'histoire à reculons. Leur volonté de ramener sans cesse l'inconnu au connu revient à supprimer le mouvement et réduit l'histoire à une immense tautologie.

Un système théorique fermé pose obligatoirement les hommes comme des objets passifs de sa vérité théorique car il doit les soumettre au passé auquel il s'est lui-même asservi. C'est qu'il reste toujours l'élaboration et la consécration d'une expérience déjà acquise et que, même s'il prévoit un renouveau, celui-ci reste toujours la répétition à un niveau quelconque, une transformation linéaire de ce qui a déjà eu lieu. Une telle théorie n'est finalement compatible qu'avec un monde essentiellement statique.

Le théorie révolutionnaire en tant que mouvement négatif qui poursuit le dépassement de la théorie est forcément d'avant-garde et n'est pas. Son avant-garde est sa disparition. La vérité de la théorie révolutionnaire n'est rien d'autre que la négation de cette théorie.

Jean CLABAU, Franz VAN, Jean-Michel HENNEBERT

(camarades du groupe des Enragés - Samedi 12 Juillet 1969)

Tract 4.

(samedi 12 Juillet 69)

aujourd'hui, au pays de
la frite mayonnaise.

Camarades Michetons,

Avec tout ça; n'oublions pas la bonne mayonnaise (marque PROLETKULT) dont vous êtes instamment priés de noter dans vos petits cahiers avec votre petit crayon la seule et unique recette efficace :

- 1) Tu vides un cocktail de son contenu de classe.
- 2) Tu nettoyes bien la bouteille d'encens.
- 3) Tu recles quelques fonds de miroirs conseillistes.
- 4) Tu recueilles quelques gouttes de sueur de Katangais.
- 5) Tu secoues bien le tout jusqu'à l'illumination spontanée et totale.

Et au moment historique voulu, tu fais avaler par en bas et directement aux gardes (avant et arrière, rouges ou presque) afin que la lumière soit partout et pour tous sans distinction.

COMPRIS ? Allez, Benie soit la race des saigneurs.

Ton père.

Tract 5.

A NOS ORDURES REIFIEES

Heureusement qu'ils ont du prolo, nos négriers modernes, sinon ils n'auraient plus qu'à se masturber devant le portrait de Staline, leur mac.

A quel point on s'emmerde dans votre bordel.

Pentifes très sérieux, fossiles de notre préhistoire, vous papotez, éructez, tripotez, tirllopez, déglutinez les conneries des éternels cocus.

Nous décidons . (1)

- une portoure générale, sous le signe de la perversité la plus détendue;
- une beuverie à mort;
- des ripailles à en crever;
- le pillage d'un supermarché (bande de cons, quand ferez-vous WATTS ?);
- la destruction de la statue de la place du Luxembourg où est marqué le symbole sous lequel vous vous réunissez et vous souhaitez nous réunir : LE TRAVAIL. (2)

Nous ne pouvons qu'exprimer toute notre reconnaissance d'être venus si nombreux assister et contribuer à votre propre destruction.

Soyez sûrs que grâce à vous la révolution aura sa place au Musée.

Gardez la pose encore quelques instants : BRUEGEL arrive.

Baissez-vous et broutez.

LE COMITE DES 42

Samedi 12 Juillet 1969.

(1) ces camarades ont "décidé " mais tout cela est resté violence verbale ,leur seule action précise ayant consisté à installer un portrait de Staline dans la salle de réunion ,portrait qui a fini par échouer dans les chiottes.

(2) la statue est toujours debout sur la Place du Luxembourg ,proche de la salle où se tenait la réunion

Tract 6.

(Dimanche 13 Juillet 69)

ICI, CENTRE DE CONDITIONNEMENT DE L'INTELLIGENCE ...
OU ETES-VOUS, CAMARADES ?

Ce soir enfin, nos braves petits révolutionnaires, conscience éclairée de l'arrière-garde, auront grâce aux rapports transparents avec la classe ouvrière, atteint l'orgasme. Un orgasme de classe, bien sûr !

Nous, nous vous posons la simple question :

" Ne vous sentez-vous pas frustrés de vous être masturbés durant deux jours, sans avoir pu éjaculer "

La fausse conscience révolutionnaire se caractérise par son niveau d'aliénation au soleil du spectacle idéologique (quand la conscience pourrit, l'idéologie suinte) - elle mystifie le don de sa propre vie en se livrant au plus offrant.

La passivité exemplaire développée consciemment par les appareils bureaucratiques ne fait que développer la contemplation et l'auto-satisfaction en retour des leaders. Elle n'arrive qu'à poser de pseudo-actes à travers de pseudo-événements, sous le couvert de pseudo-discussions.

Votre occupation n'est qu'une préoccupation.

CESSONS D'ENCULER LES MOUCHES!

La Rencontre Internationale, en gardant pour le moment l'hypothèse d'une simple discussion, commence dès 17 heures, dans la salle, sur les thèmes :

- Conseils Ouvriers
- Groupes Autonomes.

Pour détruire toute la société marchande, commençons par détruire la marchandise révolutionnaire.

Que crèvent les organisateurs de notre ennui !

Pour cela, achevons le processus de pourrissement qui les gagne.

Comité des 42 - 12

AINSI QUE NOUS L'AVONS INDIQUE CI DESSUS , NOUS NE SAVONS PAS
CE QUI A ETE ECHANGE AU COURS DE OU DES REUNIONS QUI ONT PU
SUIVRE CET APPEL . SI CES CAMARADES ONT REDIGE UN COMPTE RENDU
NOUS LEUR DEMANDERONS DE NOUS EN FAIRE PARVENIR 250 EXEMPLAIRES
POUR QUE NOUS PUISSIONS LES DIFFUSER AUPRES DES CAMARADES QUI
AURONT RECU CE COMPTE RENDU.

LA LUTTE DE CLASSES AU PORTUGAL EN 1969

Il est extrêmement rare de trouver dans la littérature révolutionnaire internationale des références à la situation de la lutte des classes au Portugal. Mis à part quelques communiqués d'organisation se réclamant d'un anti-fascisme obtus, les luttes de la classe ouvrière portugaise et des secteurs estudiantins les plus avancés sont totalement inconnues. C'est la raison pour laquelle nous avons jugé utile de donner dans les limites de quelques pages, une idée générale de la phase ^{actuelle} ces luttes et de son impact croissant dans la réalité sociale portugaise.

Il y a lieu, tout d'abord, d'indiquer sommairement les étapes les plus marquantes du développement capitaliste au cours de ces dernières années. Après une longue période de "conditionnement industriel", de stabilisation relative des prix et de blocage, voire de diminution, des salaires - période qui débute avec l'intervention financière étatique, qui caractérisa l'avènement de Salazar (coup d'état du 28 MAI 1926), et qui se prolonge grosso-modo, jusqu'à la deuxième guerre mondiale - le capitalisme portugais a commencé à poser dès la fin de la guerre les premiers jalons d'une industrialisation timide, mettant à profit les réserves accumulées pendant la guerre (fournitures diverses aux belligérants, notamment des minerais rares; hausse des prix des coloniaux, etc.). La décennie de 50 a vu la lente installation de l'infra-structure industrielle sous la direction du capital financier, en liaison étroite avec le capitalisme international. Vers les débuts des années 60 - avec le déclenchement des guerres coloniales (Angola 1961), agissant comme un coup de fouet - le processus est entré dans un rythme accéléré, très vite renforcé par les devises apportées par les touristes et envoyées, notamment de France, par les travailleurs émigrés (dont le nombre s'est élevé pour la France seule, à plus de 300.000). Ces deux apports s'élèvent à l'heure actuelle, à plus de 400 millions de dollars par an, et couvrent le déficit de la balance commerciale.

L'afflux de capitaux étrangers, attirés par les bas salaires et le faible taux d'imposition, n'a pas manqué de contribuer à la restructuration de la production et du commerce extérieur. La part du produit agricole dans le PNB descend à 25% en 1960 et peut être à 15% à l'heure actuelle; de même la part des produits manufacturés dans l'exportation passe d'1/3 en 1954, à 2/3 en 1966. Le PNB a fait un bond de 150% depuis 15 ans. La demande en matière de main d'oeuvre tant soit peu spécialisée et le dépeuplement des campagnes (par l'émigration et le service militaire, la population agricole passe de 50% en 1950 à 40% en 1960 et ne doit pas dépasser 25% en 1970) aboutissent au déblocage des salaires: dans la région de Lisbonne, les salaires industriels ont augmenté de plus de 70% de 1958 à 1965; dans les campagnes le salaire moyen a augmenté de 175% en 10 ans. Seules les réserves monétaires et les investissements industriels ont permis jusqu'à présent de garder un certain contrôle sur un processus inflationniste. Les prix de détail (à Lisbonne) ont tout de même augmenté de plus de 30% depuis 5 ans, alors que le taux annuel moyen avait été de 1948 à 1963 de 2 ou 2.5%.

Grâce à ces différents apports, la balance des paiements est devenue régulièrement bénéficiaire, depuis 1965, au moment même où les exportations augmentent nettement plus vite que les importations. L'extinction progressive des zones d'auto-subsistance, la liquidation des secteurs les plus arriérés de l'agriculture, se poursuivent à un rythme accéléré. On assiste notamment au remplacement des vieilles productions céréalières par la production de fruits et de légumes (tomates) et le reboisement (pour l'industrie de la pâte à papier); la mécanisation et les ouvrages d'irrigation se font avec la participation massive de l'Etat. Simultanément des industries de base s'implantent dans les régions de Lisbonne-Sétubal, Porto-Braga,

Aveiro-Coimbra: sidérurgie, métallurgie, automobile (montage), chantiers navals, chimie et pétro-chimie, électronique, pâte à papier, plastique, etc.. Par contre, le textile (employant le plus gros contingent de main d'oeuvre - 75 ouvriers - dans des entreprises de faible taille), les conserves de poissons, le liège, etc.. périssent.

Dans une période relativement courte, la classe ouvrière est devenue plus du tiers de la population active, soit bien plus d'un million de travailleurs. Son âge moyen est de moins de 30 ans, et son recrutement met côte à côte - dans une sorte de "mélange explosif" - des ouvriers avec une ou deux générations d'usine et des travailleurs récemment émigrés de la campagne où ils formaient l'énorme et combative armée des prolétaires ruraux (75% de la population agricole) avec de fortes traditions de lutte (grèves victorieuses pour les 8 heures de travail en 1962). Il convient de rappeler que cette classe s'est formée en dehors de toute institutionnalisation syndicale et politique, et que l'absence de syndicats - voulue à l'époque par la classe exploitante ainsi que par le PC qui craignait l'influence anarcho-syndicaliste - a amené le prolétariat à chercher et à développer ses propres formes de lutte, et à se donner des embryons d'organisation autonome. Une des questions essentielles avec laquelle nous sommes déjà confrontés est donc de savoir comment se placent ce prolétariat industriel et ses luttes dans le contexte politique, économique et social portugais.

Il va de soi que l'évolution récente de l'implantation capitaliste au Portugal n'est pas sans entraîner les groupes dominants dans de multiples contradictions. La situation actuelle doit être caractérisée comme une crise de reconversion et d'adaptation à de nouvelles modalités d'extraction et de réalisation de la plus-value, crise qui se déroule avec tout un cortège de "conflits sectoriels", de difficultés aussi bien au niveau des différentes régions qu'au niveau des différentes branches. Etant donné la place secondaire et le rôle de "relais" que la bourgeoisie locale tient par rapport au grand capital international, le développement récent au Portugal est d'une extrême fragilité: la structure du marché mondial impose qu'une partie importante de la plus-value soit réalisée à l'intérieur des frontières (d'où l'importance qu'est en train de gagner l'idéologie du "marché interne") et dans les territoires sous domination coloniale ("espace commun portugais"). Le déclenchement des guerres coloniales a eu pour conséquence une "mise en valeur" frénétique des ressources des colonies, frénésie à laquelle participent en grande échelle les capitaux internationaux: en Angleterre surtout, on assiste à l'heure actuelle à une véritable "ruée" qui est en train de faire sortir du néant des usines, des puits de pétrole, des routes et des chemins de fer, etc..; au Mozambique, on vient enfin d'adjuger le projet d'un des plus grands barrages du monde (Cabora-Bassa). Et l'on peut penser que le capitalisme portugais essaie de se donner ici un "supplément" d'accumulation afin de financer dans la métropole - une totale reconversion de la production (accroissement, diversification, rationalisation) qui lui permettrait ultérieurement, d'envisager une solution "néo-coloniale" en conditions favorables de concurrence avec les monopoles internationaux dans ces marchés, sur lesquels il ne détiendrait plus le même contrôle (politico-administratif). Cette issue à la guerre dépend bien entendu, de la capacité des mouvements nationalistes à imposer une solution militaire (ce qui demeure très improbable en tout cas à court terme), mais elle dépend aussi de l'accroissement de la puissance des couches bourgeoises blanches "angolaise" et "mozambiquaine" qui auraient certainement le soutien de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie, dans une tentative de sécession blanche en cas de "négociation" entre le gouvernement de Lisbonne et les nationalistes noirs. Le cas de la Guinée dite portugaise est différent: ici la victoire militaire des nationalistes noirs apparaît déjà comme probable et comme devant déboucher sur une situation similaire à celle de la Guinée ex-française.

Cette évolution de l'infrastructure productive a impliqué une redéfinition des structures politiques. La mort politique de Salazar et l'avènement de Caetano n'ont

fait que mettre à nu et accélérer un processus déjà amorcé du "vivant" du vieux dictateur. En même temps que Caetano a commencé à faire venir à lui tout un secteur de technocrates "libéraux" (où la démocratie chrétienne joue un rôle non négligeable) M. Salgueiro, secrétaire à la planification; M. Martins, secrétaire à l'industrie; voire M. Pintado, secrétaire au commerce, ancien conseiller de la plus puissante banque portugaise), le nouveau gouvernement s'est donné pour tâche d'installer, au moyen d'une "libéralisation" soigneusement mesurée, un cadre institutionnel capable de résorber les "conflits" présents et ceux que la bourgeoisie sent déjà venir. En effet la classe dirigeante a devant soi non plus une classe ouvrière numériquement faible, et disséminée dans une multitude de petites unités comme en 1926, ou même il y a 20 ans, mais une classe ouvrière jeune et combative, sans qu'entre les deux prennent place ces "interlocuteurs valables" dont le patronat a besoin pour résoudre les problèmes de la "planification" (planification de la main d'oeuvre et des salaires notamment) et pour éviter que les "conflits du travail" ne "dégénèrent" en guerre des classes.

Nous recopions, de l'avis de la Chambre Corporative sur la nouvelle loi des syndicats (juin 1969) ce passage éloquent:

"... Nous sommes toujours dans la même situation, à savoir: un nombre réduit de syndicats efficaces, la dissémination des travailleurs dans une multitude de petits organismes qui ne réussissent pas à se doter de dirigeants à la hauteur des fonctions ni de services compétents, enfin, qui ne jouissent pas parmi les travailleurs du prestige dont ils ont besoin - car ils n'ont pas la capacité de résoudre les problèmes de ceux qu'ils représentent ni n'apparaissent aux yeux des organisations patronales comme des interlocuteurs valables, puisqu'il est connu que même si le dialogue pouvait être intéressant, ce n'est pas dans le syndicat que réside le centre de décision..."

"Le manque de confiance des travailleurs dans leurs syndicats donne parfois lieu à ce que leurs intérêts, leurs aspirations, s'expriment d'une façon indisciplinée débordant le syndicat (sic) et se présentent sous la forme de groupes solidarisés par des nécessités communes et qui peuvent être facilement amenés vers de pures activités de revendications que l'on ne saurait admettre ..."

En tant que tels, les organes corporatifs (d'inspiration mussolinienne) ont fait leur temps depuis belle lurette. Il est donc tout à fait faux de prétendre se référer aujourd'hui à la réalité sociale portugaise en termes de "fascisme", concept opaque et immobile, dont l'utilisation ne rend pas compte de l'évolution de la société portugaise et donc des contradictions réelles de la période présente. De même, les "analyses" de la section portugaise de la bureaucratie stalinienne (PCP) en caractérisant la situation actuelle comme un "salazarisme sans Salazar", sont des formules vides qui ne cachent plus une politique de collaboration de classe: le PCP en est à parler de "révolution démocratique nationale" et à réclamer des "élections honnêtes" dans le respect de la légalité de la Constitution de 33 (élaborée, soit dit en passant, entre autres, par l'actuel Président du Conseil, et votée... on sait comment !).

Lorsque nous rechassons avec la plus grande vigueur la théorie (?) du "front anti-fasciste", nous n'oublions pas le caractère violemment policier du régime portugais: la répression a été et demeure brutale, mais elle est devenue depuis des années de plus en plus sélective, visant beaucoup plus à isoler les "irré récupérables" (quelques permanents du PC, des militants "pro-chinois" du FAP et des activistes de la LVAR, ainsi bien entendu, que quelques animateurs ouvriers ou ruraux qui se sont mis à la tête de mouvements de grève ou de protestation) qu'à "frapper tout un peuple" comme le prétendent les professionnels de l'anti-fascisme. La preuve en est donnée par la libération ces derniers temps de tous les "démocrates (socialistes, chrétiens, etc.) voire de

que la permanence du PC. Cette "sélectivité" est bien indiquée par ce fait qu'au moment où l'opposition traditionnelle jouit de la liberté de tenir ses assises publiques, amplement décrites dans la presse, et présente des candidats aux législatives d'octobre 1969, la PIDE poursuit sans pitié les membres de la LUAR, auteurs de quelques "coups de main" réussis. Bref pour fermer cette parenthèse sur le caractère policier du régime portugais, on doit enregistrer et tirer les conclusions qui s'imposent du fait que le ministre de l'intérieur a pu se vanter récemment qu'il n'y avait que quelques 120 ou 150 prisonniers politiques au Portugal à l'heure actuelle !

Il faut donc se rendre bien compte que, depuis déjà des années, le gouvernement portugais s'efforce avec succès de remplacer la répression sauvage et indiscriminée par un système de contrôle de pré et auto-répression, auquel les démocraties occidentales n'ont rien à en vrier. Les intellectuels, qui pourtant fournissent partout une part importante des victimes de la répression, jouissent à l'heure actuelle d'un statut relativement privilégié qui les met pratiquement à l'abri de l'arbitraire policier: le "délit d'opinion" en tant que tel, n'est pratiquement plus puni; la censure de son côté, relâche ses mailles et restreint au minimum le nombre des questions tabou.

Ce qu'il faut rappeler c'est que là-bas aussi la contre-révolution des années 20 a parfaitement réussi - avec la complicité active du PC et des "démocrates" à escamoter le caractère de classe du régime implanté en 1926 et à noyer les contradictions de classe dans une bouillie complètement idéologique bâtie entièrement sur de faux dilemmes du style fascisme⁽¹⁾. La vérité historique c'est que la "république démocratique" a assassiné infiniment plus de militants ouvriers en 15 ans (1910-1926) que Salazar pendant 40 années de pouvoir absolu!

Au-delà des campagnes plus ou moins démagogiques et pleurnichardes en faveur de l'amnistie, de la liberté d'expression, etc., l'opposition traditionnelle (PC inclus) et le secteur "libéral" de la bourgeoisie sont déjà d'accord sur un premier point: la nécessité de créer, le plus vite possible, des syndicats dans lesquels les travailleurs pourront "se faire entendre" par la voix de leurs "représentants légitimes", faute de quoi... des explosions "gauchistes", "anarchisantes", auront lieu.

En effet, vu l'étroitesse même de l'espace qui sépare, dans ce contexte, "l'économique" du "politique", depuis Juin 1968 de telles explosions se succèdent dans les principaux centres industriels. Dans cette courte période, des dizaines de mouvements de grève et de revendication se sont déclenchés, dans les grandes et moyennes entreprises industrielles ainsi que dans les services. Le coup d'envoi a été donné le 1er juillet 68 lorsque les employés des transports urbains de Lisbonne (tramways et autobus) se sont mis en grève pour une augmentation de salaires (ils demandaient 5 frs par jour). Devant la répression policière qui les force à évacuer un dépôt occupé, ils trouvent de nouvelles formes d'action qui se rapprochent de la grève active: pendant quelques jours, ils refusent de faire payer les usagers. La population prend ainsi rapidement connaissance du mouvement et lui manifeste sa solidarité. Devant la menace de l'élargissement du mouvement (au métro, à la Compagnie privée de transports Eduardo Jorge) le gouvernement force la direction anglaise concessionnaire à céder: une augmentation de 3f50 par jour est accordée. Après ce sont les postiers et les cheminots; ces derniers exigent de fortes augmentations de salaires, et parmi d'autres revendications, ils demandent que "tous les textes officiels les concernant (décrets, lois, circulaires, etc..) soient écrits dans un vocabulaire qu'ils puissent comprendre"! L'augmentation moyenne obtenue par les cheminots fut de 16% (indirectement proportionnelle aux salaires). Ajoutons encore que les syndicats officiels ont été laissés totalement à l'écart de ces mouvements, aussi bien par les travailleurs que par l'administration.

(1) erratum : lire "du style fascisme-antifascisme, dictature -démocratie, répression-liberté, etc....."

En Février 69, le mouvement passe à la métallurgie et à l'automobile. La FORD et la GENERAL MOTORS font grève avec des tentatives d'occupation; l'agitation gagne les chantiers navals de PARRY AND SON et LISNAVE; dans ce dernier appartenant au plus puissant groupe portugais, la CUF - la direction cède aussitôt afin d'éviter l'élargissement causé autres branches du "holding" (plus de 50.000 ouvriers); des grèves dures ont lieu chez COVINA (vitres, dépendant de St Gobain) et à la SORLEFAME (constructions métallomécaniques, avec des capitaux français également). Dans l'ensemble, près d'une centaine d'entreprises sont touchées par l'agitation; le patronat tend à céder, souvent sous la pression du gouvernement lui-même, et la répression n'est pas brutale. Drôle d'Etat "fasciste" qui parle déjà (par les voix des ministres des Corporations, c'est-à-dire du Travail, et de l'Intérieur) de grèves justifiées et de grèves injustifiées, allant jusqu'à accuser certains patrons d'"incurie" ou d'"égoïsme"; ceci dans un pays où la grève est interdite par la loi!

Le plus important à retenir de tout cela c'est la remarquable combativité de cette jeune classe ouvrière. Dans la grande majorité des cas, les ouvriers se sont auto-organisés, créant dans la lutte et pour la lutte les organes dont ils ont besoin. Il serait évidemment prématuré de parler d'une classe auto-organisée; en tant que classe le prolétariat portugais reste en effet à s'organiser, mais les luttes récentes ne laissent plus de doutes quant à sa volonté et à ses capacités. Il n'en reste pas moins que si les luttes actuelles sont une école pour la masse des ouvriers, il est en train de se constituer parmi elle une faction "aristocratique" qui risque de servir de relais à l'implantation et au renforcement des différentes organisations réformistes. On assiste aussi à la naissance de tout un tas "d'avant-gardes" prêtes à ...prendre la direction du prolétariat. Mais il ne semble pas possible qu'ils réussissent à engager la classe ouvrière dans le syndicalisme institutionnalisé et dans la voie électorale, comme ils l'auraient fait il y a seulement dix ans. La généralisation de la critique du réformisme par des militants forts d'autres expériences (mai-juin 68), la radicalisation déjà menée par la lutte elle-même, rendront l'opération beaucoup plus délicate.

Il est important de parler ici de l'influence que le mouvement de Mai a eu parmi la jeunesse étudiante portugaise. Ce mouvement étudiant, encore plus marqué par son origine de classe qu'en France, est dans une phase de croissance: à l'augmentation des effectifs (le secondaire a triplé en dix ans; le supérieur a doublé) a correspondu un saut "qualitatif". Après quelques forts mouvements d'essence corporatiste jusqu'au mois de novembre 68, le mouvement prend cet aspect pour commencer à se radicaliser. De petits groupes, encore sans liaison organique, se créent par-ci, par-là, posant le problème de l'action politique et commençant même à agir: manifestation contre la guerre coloniale, à Lisbonne, à Porto; contre le parlementarisme et l'opposition traditionnelle. Des journaux et les livres sur Mai circulent, on lit beaucoup, on diffuse tout ce qui arrive de Paris; la bourgeoisie, le PCP, parlent "d'imitation de l'étranger", de "snobisme", le gouvernement de "propagande anarchiste".

Actuellement, la lutte de la classe ouvrière continue. Des grèves récentes ont eu lieu chez FIAT et VOLKSWAGEN. D'autre part, à Coimbra, l'Université est fermée par la police à la suite des manifestations de rues qui ont fait 5 blessés dont un très grave. La classe dirigeante essaie par tout les moyens de rendre au peuple confiance dans le système, les élections sont à revaloriser. Dans un pays où pendant 40 ans les élections (même bourgeoises) ont été inexistantes, ce sont maintenant l'"opposition" et le gouvernement qui, ensemble, veulent y faire croire.

Mais le capitalisme portugais est noyé dans une multitude de problèmes: comment demander aux gens qu'ils aient confiance dans un système incapable de résoudre la plus grave question de la société portugaise actuelle: la guerre coloniale? C'est ici

qu'il faut faire éclater les contradictions de la classe dirigeante, c'est sur la base de ce "maillon faible" que la lutte des étudiants tend à rejoindre la lutte de la classe ouvrière. Non pas, bien entendu, sur une base idéologique, moralisante, mais sur la base des manifestations concrètes de la guerre (depuis les soldats tués jusqu'à la hausse des prix) déjà ressenties au niveau de la population. Il s'y ajoute le fait que l'opposition "démocratique" est en train d'abandonner toute critique du régime sur cette question; quant au PC il suffirait que le gouvernement accepte de le légaliser pour le voir se dérober à une claire prise de position sur les guerres coloniales.

Certains sont peut être au courant par les dépêches des journaux, de la lutte en cours à l'Université de Coimbra (8500 étudiants) mais ce qui est systématiquement caché, c'est la radicalité des actions menées par la masse des étudiants. Alors que les dirigeants des associations -depuis celles influencées par la social-démocratie, jusqu'à celles où dominent les tendances "maoïstes" - s'attachent jusqu'à l'ennui aux thèmes d'autonomie universitaire, de réforme de l'enseignement, pour une "université nouvelle" etc., la base a débordé dans l'action ces mots d'ordre en bousculant le Président de la République et en le traitant de fils de p...; en affrontant physiquement les forces répressives et en obtenant la libération des camarades arrêtés; en instaurant un régime d'assemblée générale permanente dans les Facs occupées, enfin, en boycottant les examens à une écrasante majorité (95%). Le président de la vétuste association Académique de Coimbra ne pouvait pas l'avouer plus clairement: " ... Cette crise nous a surpris dans une période d'organisation... les structures mêmes de l'AAC étaient encore dans cette phase initiale. La crise a fait sauter tout ça... L'AAC a cependant réussi à donner des mots d'ordre et à diriger le mouvement, encore qu'imparfaitement ce qui fait qu'il y a eu... certains conflits de positions, et une interprétation incorrecte des compétences des différentes structures..."

Quant à la nature de ces "conflits" et de ces "interprétations incorrectes" notre brave président nous renseigne de nouveau à merveille: " Nous les dirigeants de l'AAC, avons été accusés... de nous limiter à une action trade-unioniste..." On ne saurait mieux dire!

Le même document de la "commission pro-association de la Fac de Médecine de Lisbonne" rapporte- sans se rendre compte du changement qualitatif que de tels faits ont introduits dans la nature même de la lutte dans l'université- que dès les premières heures de l'occupation... il y a eu des meetings dans les couloirs et des étudiants que l'on n'avait jamais vu dans l'action, montaient sur des chaises et discutaient des événements. Il est également signalé la participation massive des étudiantes - ce seul fait en dit long sur ce qui sépare le mouvement actuel des souvenirs mystificateurs des luttes de 1956 et de 1961-62, entretenus par les dirigeants réformistes des associations!

UN FOSSE PLUS PROFOND ENCORE sépare les actions actuellement en cours dans les Lycées et les Ecoles Techniques des timides tentatives organisationnelles de 61-62, même si le Mouvement Associatif des Etudiants de l'Enseignement Secondaire de Lisbonne (MAEESL) se réclame de la "tradition". Cela n'empêche que leur petit journal constitue véritablement une bouffée d'air frais dans toute cette littérature! Alors que le Président de l'AAC en est à se défendre des accusations d'"anarchie" et de "néguvisme", et à demander respectueusement l'autonomie de l'université, les jeunes élèves des Lycées et des Ecoles Techniques ont déjà compris que la critique de l'enseignement n'est qu'un moment de la contestation globale du système. Et lorsqu'ils publient le manifeste de la SEXPOL (W. Reich), et accordent la moitié de leurs pages à la dénonciation de la répression quotidienne à l'école, et en particulier celle que subissent les filles, ils laissent loin derrière le "corporatisme" des dirigeants des associations étudiantes.

IL EST DONC TEMPS D'ESSAYER DE TIRER QUELQUES CONCLUSIONS générales de cette situation et d'en finir, à la fois, avec les thèses de ceux qui soutiennent que le gouvernement Caetano n'est que la continuation pure et simple du "salazarisme" et se refusent à apporter le moindre changement à l'idéologie d'un "front national anti-fasciste", bien entendu introuvable; et avec les agissements de ceux qui se sont déjà installés dans la "libéralisation", tiennent publiquement leurs assises ultra-réformistes au congrès de Aveiro (mai dernier), et se présentent aux prochaines législatives dans l'espoir que le gouvernement leur abandonnera une demi-douzaine de sièges et quelques libertés toutes formelles!

LE PROBLEME NE SE POSE DONC PAS EN TERMES DE "LIBERALISATION" OU " PAS DE LIBERALISATION", mais bel et bien en termes de lutte de classe. Le seul front anti-gouvernemental possible est donc le front anti-capitaliste, c'est-à-dire celui qui existe déjà en puissance à partir du moment où la classe ouvrière a commencé à se battre sur son terrain - la lutte contre l'exploitation- et à se donner des formes d'auto-organisation dans lesquels les vieux appareils de l'"opposition" n'entrent pratiquement pour rien. De leur côté, les élèves et étudiants se sont mis en action, depuis la grève de décembre 68 à Lisbonne jusqu'à la lutte actuelle de l'Université de Coimbra, sur des positions d'une radicalité qui les mettent directement aux prises avec les fondements du régime capitaliste.

Il va sans dire que l'immobilisme électoraliste de l'opposition traditionnelle - des "libéraux" au PC- est à l'heure actuelle le meilleur atout dont Caetano dispose pour maîtriser la situation extrêmement critique du capitalisme portugais dans la présente période.

C'est dans ce contexte que les minorités les plus radicales sont appelées à se regrouper, et à soutenir et faire connaître les formes organisationnelles autonomes que le prolétariat s'est déjà données, de façon à ce que celles-ci s'élèvent, de radicalisation en radicalisation, jusqu'à sa pleine réalisation. Le problème de la liaison des minorités plus radicales avec l'ensemble de la classe, sur la base de la lutte est déjà à l'ordre du jour.

Les conditions générales du dépassement révolutionnaire du système capitaliste mûrissent chaque jour à l'échelle mondiale. Au Portugal, de par ses conditions spécifiques, de par l'extrême exaspération des contradictions de la société, nous devons nous atténâre et nous préparer en conséquence, à ce que le prolétariat portugais soit bientôt appelé à assumer ses tâches historiques.

Quadernos de circunstancia
Paris -juillet 69

oooooooooooo

COMPTE-RENDU

d'une partie de la rencontre par un camarade d'ICO (Paris)
Ce texte a été relu par des camarades belge ,hollandais,
français (C A Citroën) et d'ICO (Paris .

PRESENTATION DES GROUPES

LA LUTTE DE CLASSE AU PORTUGAL , EN BELGIQUE , HOLLANDE,
U S A, FRANCE ,ITALIE .

L'ACTIVITE DES GROUPES

LA SITUATION DU CAPITALISME DANS LE MONDE .

PRESENTATION DES GROUPES

Les groupes participants sont invités à se présenter, à préciser leurs positions et à indiquer les sujets qu'ils désireraient voir débattre au cours de la rencontre.

Aucun texte n'a circulé avant la rencontre de sorte qu'aucun travail préalable n'a permis de déblayer la discussion et de préciser des questions importantes intéressant tous les camarades. Une partie de la rencontre sera ainsi, et c'était inévitable, consacrée à une prise de contact. Celle-ci se fera plus d'ailleurs au cours des réunions ultérieures que lors de cette présentation des groupes. Bien qu'il ait été précisé au début de cette séance, que tout camarade pouvait poser des questions pour faire préciser les positions des groupes respectifs, il n'y eut en réalité que peu de curiosité à l'égard de l'origine, de l'activité, de l'orientation, des ambitions, des participants. (L'ordre de présentation est celui suivi à la rencontre).

PORTUGAL

Le texte reproduit plus haut est diffusé par ce groupe de camarades au début de la rencontre.

Ceux-ci précisent qu'ils sont d'origine^s différentes, certains issus du P.C. clandestin. Tous sont en exil. Leur but poursuivi depuis deux ans, est de rompre avec l'écran idéologique et de retrouver une cohérence. Ils publient une revue (6 numéros parus) qu'ils tentent de diffuser au Portugal de même que des textes traduits (Réponse à Lénine de Görter, textes sur les Conseils Ouvriers Hongrois).

Dans leur orientation, ils s'efforcent de ne pas se maintenir dans un particularisme national, mais au contraire de tout relier aux problèmes internationaux: le capitalisme mondial, la lutte du prolétariat, le problème colonial. Leur choix de textes vise à diffuser des informations sur des expériences de lutte qui appartiennent à tous. S'enfermer dans les problèmes spécifiques du Portugal serait du réformisme.

les mêmes problèmes prennent des formes différentes dans des réalités différentes; la connaissance des problèmes généraux ne peut être donnée que par des textes les plus larges possibles.

Le prolétariat au Portugal n'est pas ce qu'on pense généralement. Au cours de la dernière décade, le développement du capitalisme a entraîné la formation d'un prolétariat jeune dont les réactions sont identiques à celles des autres prolétariats d'Europe. (par exemple d'Italie).

ITALIE.

Des camarades de Gênes, Rome, Turin, appartenant à des noyaux étudiants en gros sur des positions communistes de conseils; ces positions sont précisées dans le commentaire sur la rencontre figurant en introduction et dans leur exposé sur l'Italie.

FRANCE.

Participent notamment des camarades de Toulouse, Paris, Montpellier, Marseille, de Bretagne, du C.A. Citroën, d'Angers, de N.R., ...

En guise de présentation, un camarade d'Angers déclare que lui et ses camarades " ont cessé de penser et qu'ils commencent à vivre "

Des camarades de Toulouse (Révolution Internationale) expliquent la formation de leur groupe après mai 68; ils sont d'avis de reprendre l'ordre du jour prévu pour la réunion nationale d'I.C.O. (voir I.C.O. N° 82- juin 69 et N° 84, compte-rendu de la rencontre nationale) et voudraient discuter du problème des conseils ouvriers: quelle tendance exprime ceux qui s'en réclament, quel est le rôle d'une organisation révolutionnaire. Pour eux, les problèmes à aborder sont plus des problèmes théoriques que des problèmes de liaisons. D'autres camarades de Toulouse expriment un courant plus orienté vers l'action, ils indiquent qu'une autre réunion se tient en ce moment dans le Sud-Ouest en vue de coordonner l'activité de différents groupes de cette région.

Des camarades de Rennes expriment leur préoccupation d'être en rapport avec le sous-prolétariat local et ceux de Montpellier leur souci d'organiser des discussions sur des sujets se rattachant aux problèmes actuels du mouvement ouvrier.

Les camarades du Comité d'Action Citroën expliquent comment a survécu ce noyau à la suite des grèves de mai, et comment ils ont dû faire face aux tentatives de noyautage des différents groupes. Pratiquement à la suite du licenciement des ouvriers de Citroën qui participaient à ce Comité, il n'est plus composé maintenant que de camarades extérieurs à Citroën; toutefois il continue son activité axée sur les différentes usines de cette firme, avec pour but d'informer, d'établir des liaisons au moyen d'un bulletin " LA BASE", diffusé comme un tract dans les différentes usines Citroën de la région parisienne. A l'intérieur de ce groupe, il est discuté de tout ce qui se passe dans les autres boîtes et il s'y fait ainsi un échange d'informations permanent.

HOLLANDE.

Le groupe "Acte et pensée " publie un bulletin mensuel du même nom. Les discussions du groupe et le contenu du bulletin, sont consacrés aux luttes actuelles et notamment aux grèves sauvages pour rechercher dans quelles mesures les luttes autonomes montrent des formes communes. C'est la réalité de la lutte qui nous informe et c'est à partir d'elle que se fait la réflexion théorique.

BELGIQUE.

Les camarades belges sont partagés en deux tendances nettement divergentes L'une qui envisage la discussion sur les bases formulées par les camarades d'I.C.O. L'autre au contraire, qui ne s'exprime pratiquement que par les textes reproduits ci-dessus, considère ces débats comme sans aucune signification, et, rejoints par quelques camarades français, se séparera pratiquement de la rencontre, et poursuivra en marge, des discussions dont nous ne pouvons rapporter ici le contenu, aucun autre texte ne nous ayant été communiqué, que les quelques tracts susvisés.

oooooooooooo

LA LUTTE DE LA CLASSE

dans chaque pays : Portugal ,Belgique ,Hollande ,USA,Italie ,France

L'analyse de la situation du capitalisme et des luttes dans chacun de ces pays a conduit chaque fois à aborder d'autres problèmes ,hors de ce que le camarade italien appelle dans l'introduction les "chemins paisibles de l'information ouvrière " .C'est finalement ,dans les circonstances propres à chaque pays ,USA,France et Italie que s'affrontèrent les conceptions de "l'activité " d'un groupe ,non sous la forme d'un débat théorique ,mais à l'occasion de faits,de luttes concrètes (noirs aux USA, dans les entreprises en France et Italie , dans la guerre du Viet Nam). On ne peut dire que le débat ait été éludé car il fut toujours présent et même violent parfois ,mais certainement pas sous la forme qu'espéraient les camarades italiens (et d'autres) .

BELGIQUE

(d'un camarade belge- tendance proche d'I.C.O.)

Aucune liaison entre les luttes étudiantes et les luttes ouvrières. Celles-ci traversent une période calme. Les quelques grèves - certaines sont des grèves sauvages - éclatent pratiquement dans les secteurs en déclin: par exemple au début de l'année dans les charbonnages, la fermeture d'une mine et le non respect de promesses a entraîné l'occupation de la mine avec drapeau noir, etc.. Le gouvernement est intervenu et tout s'est terminé par un compromis. Dans les usines textiles des Flandres, la concentration et les compressions d'emploi ont provoqué des grèves malgré l'hostilité des syndicats; quelques liaisons s'établirent alors entre l'Université de Gand et les grévistes pour un soutien matériel.

A l'Université de Bruxelles, des luttes se sont déroulées sur 6 ou 7 mois. Mais elles ne touchent qu'une petite minorité. Il s'y mêle d'autres problèmes. Par exemple des problèmes linguistiques à l'Université catholique de Louvain. (chute du gouvernement Van Den Boeynants à la suite d'émeutes des étudiants flamands (janvier 1968). Décision d'expulser les étudiants francophones de Louvain (qui est en Flandre) et de les réinstaller en Wallonie). Ou bien autour d'un projet de loi touchant les ingénieurs; il y a deux catégories d'ingénieurs en Belgique : les ingénieurs civils, universitaires, non concernés par les incidents, les "ingénieurs techniciens" formés en trois ans dans des écoles spéciales, non universitaires. Ce sont ces derniers qui, menacés dans leur statut, ont fait les manifestations du début de cette année pour garantir leurs droits présents d'accès à des grades universitaires et à un certain niveau hiérarchique.

En Wallonie, hors des contacts individuels, il n'y a aucune liaison ouvrier-étudiant. Une crise sociale importante peut y éclater d'ici un an: le chômage y atteint 100.000 sur 3 millions (chiffre réduit sensiblement fin 69). Il s'agit d'une région industrielle ancienne, et tous les investissements nouveaux vont dans les Flandres (proximité de la mer, pas de tradition de lutte chez une main d'oeuvre d'origine agricole). La fermeture d'entreprises (mines) la hausse du coût de la vie, des échéances fiscales (T.V.A. en 1970), contribueront à développer cette crise.

Les syndicats sont très puissants en Belgique; 80 à 95% de syndiqués, notamment dans le gaz, l'électricité, la métallurgie; moins dans le textile, peu dans le commerce ou les grands magasins. (Il y a deux syndicats importants: la F.G.T.B., socialiste lié au P.S.B. et la C.S.C. catholique, liée au P.S.C. et un petit syndicat libéral lié au parti libéral). Toutefois le pourcentage de syndiqués tend à diminuer, notamment chez les jeunes, et même les travailleurs qui sont syndiqués commencent à regimber contre les appareils; dans les grèves sauvages, les membres des syndicats s'opposent dans beaucoup d'entreprises aux dirigeants syndicaux qui eux, sont totalement intégrés à l'entreprise et à l'état. C'est un fait reconnu par tous, que les syndicats disposent, à travers leurs liaisons politiques d'un poids économique qui leur permet d'exercer une contrainte sur les travailleurs; ceci explique le taux élevé d'adhésions aux syndicats.

Il y a toutefois une différence entre la Wallonie et les Flandres; le pourcentage élevé de syndiqués est en rapport avec les formes anciennes du capitalisme

qui prédomine en Wallonie; par contre dans les secteurs plus modernes, comme dans les Flandres, le pourcentage de syndiqués est plus faible.

H O L L A N D E

(d'un camarade hollandais " Acte et Pensée ")

Les travailleurs sont syndiqués en moyenne à 40%. C'est un problème depuis longtemps pour le mouvement syndical de chercher par quelles mesures, au besoin par des accords avec les dirigeants d'entreprises, ils peuvent tenir leurs membres; mais néanmoins, le pourcentage de syndiqués a toujours diminué. Dans cette recherche quotidienne pour stopper l'hémorragie des membres, les syndicats citent volontiers l'exemple belge. Parmi les mesures adoptées, figure le paiement par les organisations patronales aux organisations syndicales, d'une somme pour chacun des membres (à l'occasion du paiement des congés payés); on arrive ainsi au point où le patron paiedirectement aux syndicats une partie de la cotisation syndicale. Le problème pour le syndicat est donc, dans la voie qu'il est contraint de suivre, un problème de vie ou de mort.

Depuis 1945, il y a eu en Hollande plus de 30.000 grèves sauvages et seulement 4 grèves déclenchées par les syndicats. Et encore ces quatre grèves étaient-elles très différentes des autres:

- l'une d'elles s'est produite dans la région du Nord de la Hollande, contre un patron du style 19è siècle, qui refusait systématiquement d'appliquer toutes les mesures sociales; cette entreprise était un îlot du passé dans un monde moderne, et cela ne pouvait durer dans l'ordre capitaliste moderne. Tout le monde, y compris les syndicats et la presse bourgeoise, étaient contre ce patron; la raison en est que tous étaient pour l'économie dirigée, et contre des formes périmées du système social. Les grévistes dans cette lutte restèrent hors de l'usine, le patron essaya de contre-attaquer, mais finalement a dû s'incliner; une fois ce but atteint, les syndicats se désintéressèrent totalement de la grève.

- dans la métallurgie, un conflit éclata à propos de la participation dans les usines; les dirigeants patronaux refusaient de mettre en place un comité d'entreprise; là encore, on avait l'exemple d'un capitalisme de mode ancien, s'opposant au développement du capitalisme moderne.

- les deux autres grèves syndicales touchaient des faits semblables. La différence importante entre la France et la Hollande, est qu'en France la plupart des grèves ne sont pas des grèves sauvages, bien que ce caractère de grèves sauvages soit sous-jacent dans beaucoup de luttes. En Hollande, les travailleurs se mettent en grève seuls; les syndicats disent: nous sommes contre, et ouvrent immédiatement des pourparlers avec les dirigeants; ils font de leur mieux pour "régler le conflit" c'est-à-dire, étrangler la lutte.

Ce qui a été dit sur la Belgique se rapproche de la France, les syndicats pouvant toujours d'une manière ou d'une autre, récupérer la lutte. En Angleterre par contre, la situation ressemble à celle de la Hollande, et le gouvernement travailliste tente en vain de régler les grèves sauvages en établissant un système de pénalisation

contre les ouvriers qui y participeraient.

Un camarade pose aux termes de cet exposé, la question suivante: est-ce les groupes qui doivent montrer le chemin aux travailleurs, par l'intermédiaire des militants, ou au contraire, est-ce les ouvriers d'usines qui doivent maîtriser leur sort et prendre la direction de leurs luttes?

Le camarade hollandais répond que c'est une question simple, qu'il y a aujourd'hui beaucoup de tendances qui parlent de la lutte autonome, mais en parlant de cela, ils expriment en réalité, tout autre chose que ce qu'exprime la réalité de la lutte des ouvriers et que ce que nous exprimons nous-mêmes en analysant cette lutte.

U S A

(d'un camarade américain)

Il y a une recrudescence des grèves sauvages, notamment dans l'industrie automobile. Mais ces discussions débouchent sur des problèmes plus importants. Qu'est-ce que le prolétariat dans le capitalisme moderne? Est-ce qu'il croit ou est-ce qu'il décroît? Selon certains, la classe ouvrière diminue constamment, et effectivement, elle est quantitativement de plus en plus réduite si l'on ne considère que la partie ouvrière de l'industrie. Autrefois, on considérait comme prolétaire un homme qui ne disposait pas des moyens de production. Aujourd'hui, la fraction de la bourgeoisie qui possède les moyens de production, est une faible minorité aux U.S.A., alors que ceux qui ne possèdent rien sont la grande majorité. C'est donc une stupidité de croire que le prolétariat décroît.

Comme partout, ailleurs, la bourgeoisie a réussi à créer de nouvelles divisions au sein de ce prolétariat élargi; cette division repose sur des différenciations de revenus de sorte qu'une fraction des travailleurs ont des moyens qui leur permettent de vivre différemment et qu'ils constituent l'homologue d'une petite bourgeoisie. C'est une illusion de croire que le prolétariat n'est pas la classe la plus nombreuse du point de vue social. Ces différenciations au sein du prolétariat, basées sur des différences de revenus, n'ont de sens qu'aussi longtemps que le capitalisme peut maintenir une division entre hauts et bas salaires. Aux U.S.A. la tendance actuelle, que l'on retrouve partout dans le monde, montre au contraire qu'il n'est pas possible de maintenir cette division.

Le développement des grèves sauvages est en partie en rapports avec ce que l'on appelle le "Pouvoir Noir". L'absence d'un mouvement ouvrier radical oblige la population noire à chercher des solutions comme une minorité hors du mouvement ouvrier. Ils doivent combattre pour une solution bourgeoise du problème noir, d'où la tendance nationaliste; finalement l'affrontement se fait noirs contre blancs et l'objectif de tous les mouvements est d'obtenir des concessions plus ou moins importantes de la classe dominante; ce sont ces concessions qui impulsent la lutte purement raciale des noirs; à tous les échelons, on retrouve un courant tendant à créer des organismes "noirs", capitalistes noirs, syndicats noirs, etc.. Par exemple les grèves sauvages de Détroit, de Flint, ont pour but de créer un mouvement noir, un syndicat noir, avec des dirigeants noirs et ne vont pas au-delà d'une conscience syndicaliste; elles sont simplement une lutte pour prendre part au mouvement syndical tel qu'il existe à l'intérieur du capitalisme aux Etats-Unis. Certaines grèves vont effectivement au-delà mais les syndicats

ont réussi à réprimer ces courants en expulsant les individus ou les sections syndicales qui ne s'intégreraient pas dans leurs mouvements. D'une manière générale, on peut dire que les syndicats tiennent bien la classe ouvrière entre leurs mains, et qu'ils pratiquent la collaboration de classe la plus complète.

Un Camarade Français s'oppose à cette description qu'il qualifie d'ultra-simplification. D'après lui, au sein du Black-Power, il apparaît qu'il y a des luttes de tendances importantes. En regard d'un autre nationalisme, il y a différents courants qui se réclament plus ou moins du marxisme léniniste et qui ne se placent pas sur une ligne nationaliste mais sur une politique de classe. L'opposition entre ces courants est très violente (jusqu'aux luttes armées).

A cette objections, le camarade américain répond qu'on ne peut comprendre la situation des noirs sans considérer leurs conditions matérielles dans l'économie des U.S.A. Leur position de ce point de vue est très faible, et ils ne peuvent être intégrés pas plus qu'ils n'ont le pouvoir social de faire une révolution. Il est normal que les différents mouvements noirs oscillent entre les idées révolutionnaires et les idées bourgeoises mais sur un plan concret, ils ne peuvent se placer dans une perspective quelconque en vue d'une transformation de la société.

Les deux courants du mouvement noir peuvent se schématiser en

- d'un côté ceux qui veulent un capitalisme noir
- et de l'autre côté, ceux qui comme les Black-Panthers, se réclament des idées marxistes-léninistes (pro-chinois, etc..)

Pour ces derniers, l'idée de base est la nécessité d'une lutte armée contre la bourgeoisie des U.S.A.; chaque noir doit être armé, et leurs activités entraînent une répression qui fait beaucoup de tués dans leurs rangs. Mais leurs actions débouchent sur des revendications: obtenir plus d'assistance sociale, des sursis, des degrés universitaires, malgré toute leur prétention de vouloir "faire la révolution"; ceci provient qu'il s'agit d'une classe qui est pratiquement hors de la vie sociale. Ils peuvent discuter à perte de vue de cette vie sociale, mais ils ne peuvent pas amener de transformations sociales. Les conflits au sein de ces organisations noires sont souvent des révoltes internes sur des problèmes beaucoup plus terre à terre, bien qu'ils prennent la forme de conflits idéologiques. Par exemple le conflit armé entre deux groupes des B.P. venait de disputes autour de subventions données par l'université de Californie pour un institut de culture noire et autour de la direction de cet institut. Il ne faut pas regarder les mots et les idées qu'emploient les différents courants, mais ce que sont réellement les possibilités du mouvement noir. Si l'on considère les choses de ce point de vue tout devient clair, alors que si l'on s'attache aux déclarations des uns et des autres, tout devient excessivement complexe.

Un autre camarade n'est pas d'accord avec ce point de vue. D'après lui, il ne faut pas limiter l'analyse de ce qui se passe dans le mouvement noir, au mouvement noir lui-même, mais essayer de voir ce qu'il a de commun avec les autres mouvements, et de tirer des enseignements de l'ensemble de ces mouvements. Si l'on considère la lutte à Berkeley, et sa dimension, on se retrouve en présence d'une lutte armée pour défendre un terrain aménagé par des hippies, pour servir de parc organisé d'une manière autonome. Il semble que seuls des éléments du lumpen-prolétariat peuvent engendrer dans la société moderne, un processus révolutionnaire. La situation des noirs dans les ghettos procède d'un courant semblable et on pourrait même s'interroger sur la fonction du banditisme dans une société capitaliste moderne.

Cette objection entraîne un court débat sur la signification du fait d'être armé, sur le sens des émeutes noires, comme celle de Watts, certains lui donnant le sens d'une critique contre la société de consommation.

Ce qui est intéressant aux U.S.A. c'est que dans certaines grèves, les blancs se soient joints aux noirs. Cela correspond à une prise de conscience des blancs à l'intérieur de l'usine. C'est autre chose que les histoires de fusil. Ce qui doit être retenu ce sont les choses qui se font, pas ce que disent certains groupes. Il y a un dépassement du cloisonnement racial, les noirs et les blancs sortent des ghettos; tout comme en France, les ouvriers sont venus en mai dans les facultés.

Le camarade américain: tout le monde semble d'accord pour dire que seule la classe ouvrière peut renverser le capitalisme. Mais ensuite s'affrontent deux conceptions différentes:

- l'une pense à travers des articles violents enclencher un processus révolutionnaire,
- l'autre pense que seule la classe ouvrière peut décider, et qu'aucune recette ou qu'aucun "truc" ne peut l'amener à lutter.

Si l'on admet cette dernière position, le danger est dans l'attentisme que la classe agisse. Il faut rejoindre cette action de la classe ouvrière, briser l'isolement, établir des liaisons. Le problème à résoudre en pratique, est dans l'utilisation de la violence; elle peut être à l'échelle individuelle (contre le chef, le contremaître) ou se rallier à celle de toute la classe ouvrière. Lorsque la classe ouvrière est plus forte, l'action, de défensive, devient offensive.

Un autre camarade pense qu'à l'intérieur de la classe ouvrière, il y a des scissions, des barrières, et que le seul travail est avec les chômeurs ou le lumpenprolétariat.

A la suite de ces interventions, s'engage un débat aussi confus qu'animé sur la conscience de classe et les différentes conceptions de l'action. Certains opposent une conscience pratique à la conscience "théorique", c'est-à-dire à la différence entre agir et penser.

Revenant aux U.S.A., un camarade souligne que les exemples de collaboration entre les éléments radicaux blancs et noirs, restent très limités. Les Black-Panthers qui ont des positions radicales sont en régression. Le phénomène de ce retrait est logique dans l'histoire du mouvement ouvrier; d'autres formes d'organisations et d'actions doivent surgir; d'un certain point de vue, les Black-Panthers peuvent être considérés comme la partie agissante de la société bourgeoise; la lutte autonome, c'est autre chose et c'est une illusion de croire que le fusil est la seule forme de violence. Il y a eu une évolution dans le mouvement noir de la non-violence à la violence, et maintenant à la lutte de classe; la non violence n'est pas adéquate à la lutte de classe et les non-violents ont pris conscience de ce fait. Un camarade souligne qu'il y a une confusion entre violence-non violence, et légalité-illégalité.

D'après le camarade américain il ne faut pas accorder à la possession d'un fusil la même importance qu'en Europe. Aux U.S.A., chacun peut avoir un fusil et à tout moment s'en servir. Dans cette lutte armée, ce sont les noirs qui sont les victimes car les attaques viennent toujours d'un seul côté. La fraction de ceux qui sont dans

les organisations diverses constitue une faible minorité, aussi bien noirs que blancs. Parmi eux, il y a une grande variété de groupes, les uns sont activistes, les autres ne le sont pas. Si les activistes entrent en action, ils sont suivis par une grande partie de la population noire, pour des raisons émotives. La seule organisation en connection assez large avec les luttes sociales, est le POUVOIR NOIR. Mais elle est sur le point de scissionner en trois ou quatre morceaux. Parler de quelque chose qui éclate comme point de départ d'un mouvement révolutionnaire, est une illusion. La politique dans le Black-Power et dans les groupes noirs similaires, est une politique de chantage; en menaçant de tout brûler et de tout détruire, on peut obtenir ainsi de l'argent, des salaires, des places, etc.. Tout un groupe de révolutionnaires professionnels est noyauté par le C.I.A. pour tenter de contrôler le mouvement noir. Si la prise en mains est insuffisante ou bien si la prise en est trop onéreuse, le mouvement noir sera écrasé dans les 24h. Il n'y a aucune base réelle des luttes. La seule question pour la bourgeoisie est de savoir ce que cela coûte et la solution adoptée (acheter ou bien détruire) dépend uniquement du coût de l'opération.

Pour un camarade hollandais le débat amène deux types de questions:

- quel est le sens des grèves sauvages
- et en quoi réside le pouvoir potentiel du prolétariat?

Les Black-Panthers font quelque chose, font parler d'eux, mais c'est une action purement politique; la lutte dans les usines est beaucoup plus importante que la lutte politique.

Pour un autre camarade il y a une division entre la lutte du prolétariat et la théorie; les noirs n'ont pas un pouvoir révolutionnaire, leur lutte est politique, et la lutte dans les usines se fait dans le cadre du capitalisme. La seule chose pour les noirs est entre la liberté ou la mort, et dans la position du camarade américain ils n'ont qu'à attendre la mort. Les révolutionnaires doivent tout faire pour aider ce mouvement à se pousser en avant.

Un camarade observe que la lutte dans les usines a un caractère politique et social. C'est une lutte de classe, un mouvement révolutionnaire est le mouvement du prolétariat et il ne peut venir en dehors de lui.

Un camarade (Comité d'Action Citroën) français pense que la définition du prolétariat donnée par le camarade américain, est basée sur une confusion: la distinction entre le prolétaire et le non-prolétaire, n'est pas entre ceux qui possèdent ou non des moyens de production, mais dans ceux qui produisent, qui créent la plus-value, et les autres. Les prolétaires produisent ce que d'autres consomment. Les employés notamment sont intégrés dans le système marchand. Chez Citroën, il y a 35.000 travailleurs, chacun produit en moyenne 15 D.S.; s'ils n'en produisaient pas, la société capitaliste ne pourrait plus durer. La distinction entre travailleurs prolétaires et non-prolétaires ne peut se justifier que dans un système où il y a des marchandises. 75% des ouvriers de Citroën ne sont pas français, pas syndiqués, sans culture politique, et partant, leur comportement quotidien est plus radical que celui de ceux qui sont politisés (sabotages de marchandises, sabotages des moyens de production, par exemple incendie de la sellerie Citroën). Les travailleurs font grève quand ils en ont envie. Ils prennent de gros risques pour cela, par exemple dans les grèves tétanos actuelles. Ce qui menace les travailleurs dans ce cas, c'est le licenciement qui les fait descendre dans la couche du sous-prolétariat. Dans la lutte contre la police, les ouvriers dans l'usine sont autrement plus efficaces que dans la rue: en 1950 les flics mobilisés ne sont pas entrés chez Renault.

Ce camarade critique la position des groupes politiques qui veulent que les travailleurs fassent autre chose que ce qu'ils ont décidé de faire (par exemple prendre l'Élysée, alors qu'ils veulent rester dans l'usine).

Un camarade observe que le sous-prolétariat n'est pas intégré au prolétariat; au contraire, il y a dans leur comportement quotidien toute une hiérarchie et des chefs; ce camarade se déclare en désaccord avec l'analyse marxiste du sous-prolétariat.

Pour un autre camarade américain le problème des groupes noirs n'est pas dans le défaut d'un programme révolutionnaire, mais dans le manque de possibilités révolutionnaires. Les émeutes noires peuvent aboutir au pillage et au vol, mais c'est tout autre chose que de faire la révolution; celle-ci consiste dans la mise en place d'une autre forme d'organisation sociale. La révolution aux U.S.A. ne peut être faite que par la classe ouvrière américaine, dans laquelle les noirs sont en minorité; parmi les noirs eux-mêmes une minorité fait partie du prolétariat: en conséquence les noirs n'ont pas le pouvoir social de faire une révolution aux U.S.A. Le problème n'est pas de détruire, mais de créer une nouvelle société. Autrement tous les mouvements qui se déroulent dans la société capitaliste finissent par être intégrés dans cette société.

Pour un autre camarade seul le mouvement noir fait actuellement craquer le capitalisme américain; il montre des fissures dans un processus historique et aujourd'hui, on peut considérer que le mouvement noir a une fonction révolutionnaire, malgré toutes les critiques qui viennent d'être faites. On peut rapprocher ce mouvement de ce qui s'est passé à Berkeley où pour la première fois, les étudiants ont pris les armes pour former des groupes d'auto-défense. Ces différents courants peuvent par leurs actions finir par créer une situation dans laquelle existeront des possibilités révolutionnaires.

Pour un autre camarade il n'est pas exact que l'utilisation des armes marque une étape dans les perspectives révolutionnaires aux U.S.A.; cela ne constitue pas un fait nouveau; il ne faut pas se faire d'illusions sur les luttes aux E.U.; le capitalisme réside dans l'exploitation du prolétariat; si cette exploitation n'est pas le sujet de la lutte, on ne peut pas parler de possibilités révolutionnaires; actuellement cela n'est pas en question; les groupes qui agissent le font en dehors de la société bourgeoise.

Pour un autre camarade toute cette discussion tourne finalement autour de quelque chose de fondamental: c'est le rôle de la violence; les noirs américains montrent le chemin. De tels actes violents dans la société capitaliste aboutissent à une cristallisation et tendent à constituer un phénomène révolutionnaire. Il s'agit sans aucun doute de faits exemplaires à l'origine, mais on doit les considérer comme des éléments d'un long processus introductif des luttes qui finissent par mettre en cause tout le système de production. Sans doute, ils peuvent paraître mineurs par rapport à ce qui se passe à l'intérieur des usines, mais ils sont intéressants en eux-mêmes et ils montrent la voie. Si des gens prennent des fusils, c'est quand même plus importants que d'autres faits, même si cela se passe aux U.S.A.; d'autant plus que si pour se procurer ces armes ils finissent par piller des armureries et des arsenaux. Ce qui est important c'est de voir à quel moment ce mouvement a une incidence sur la lutte de classe, comment il se transforme en mouvement d'émancipation.

Un court débat s'engage entre quelques camarades au sujet de la signification révolutionnaire de tel ou tel acte, les uns la définissant comme tout acte illégal d'autres comme tout acte violent constituant une réponse adéquate à la violence sociale,

d'autres enfin critiquant ceux qui peuvent savoir d'avance si un acte est révolutionnaire ou pas.

Pour un autre camarade un tel débat ne constitue pas le véritable problème; chaque fois qu'il y a une répression armée, il y a une défense armée qui en découle normalement; la théorisation de la violence n'est qu'un moment qui permet de faire progresser la lutte.

Un camarade américain indique qu'il n'est pas contre la violence mais pour, car la violence est partout; aux U.S.A., elle est utilisée contre les ouvriers, contre les étudiants, les noirs; par contre, pas une seule fois, ceux-ci ne l'ont utilisée les premiers; ce sont eux qui ont été attaqués d'abord; mais ce qui apparaît c'est qu'ils n'ont pas de moyens efficaces pour se défendre. Le camarade se déclare en faveur d'actes comme ceux de Watts: les gens doivent se défendre et lutter, même si apparemment ils n'ont aucune chance pour ne pas être éliminés. Cela n'a rien à voir avec la révolution. Cela se passe partout dans la société capitaliste. La lutte des noirs aujourd'hui est la répétition de la lutte des noirs lors de la première guerre mondiale. C'est une situation toujours présente aux Etats-Unis, mais que la guerre du Viet-Nam a quelque peu transformé. La bourgeoisie a réussi à canaliser le mouvement dans des formes organisationnelles pour écarter les formes spontanées. Le Black-Power est semblable au Big Business, ses leaders sont achetés par la bourgeoisie. S'ils sont écrivains, ils sont automatiquement poussés par l'industrie culturelle. Le mouvement organisé travaille contre la population noire elle-même exactement comme les syndicats, les partis socialistes ou communistes, travaillent contre la classe ouvrière. Le mouvement noir, tel qu'il est maintenant, est contre toute action véritable du peuple noir, sinon en théorie du moins en fait, et il est soutenu en ce sens par toute la société américaine.

Un camarade reprend cette intervention en soulignant qu'il n'est pas suffisant de mentionner les leaders pour dire que le mouvement américain est acheté par la bourgeoisie; cela ne donne aucune indication sur la lutte des noirs dans les usines et sur tous les autres courants de la société américaine. Par exemple les étudiants de Columbia sont allés dans une usine de New-Jersey dans laquelle des noirs avaient commencé une grève avec une minorité de blancs, contre des conditions qui touchaient l'ensemble de la classe ouvrière, et qui avaient demandé une aide aux étudiants. De tels faits sont peu fréquents, mais ils existent. De jeunes travailleurs noirs se mettent à lutter. Parmi eux, beaucoup ont fait la guerre du Viet-Nam, ont appartenu au Black-Power ou à d'autres organisations, les ont quittées et suivent une évolution qui va dans le sens de ce qu'on a pu voir dans cette grève de New-Jersey. C'est un phénomène que l'on remarque également ailleurs: à l'université de Columbia, une grève des étudiants noirs a été rejointe par la majorité des étudiants, de la même façon à Détroit, des bagarres auxquelles participaient de jeunes hommes noirs ont été rejointes par des travailleurs blancs. Dans tout ceci, il ne faut pas voir la seule lutte des noirs qui se perpétue identique à elle-même d'année en année, mais la manière dont elle évolue, et dans ce sens il est inexact de dire que le mouvement noir n'a pas de potentiel révolutionnaire.

Un camarade demande si dans les luttes dont il vient d'être parlé, il existe des appareils permanents. Elles sont dirigées en fait contre les syndicats.

Un autre camarade fait une comparaison avec les luttes autonomes hors des organisations, qui, si elles prennent trop d'ampleur, sont immédiatement récupérées par les syndicats; on peut dire d'une manière générale que chaque fois que dans une société donnée se développent des structures de défense d'une classe sociale, elles sont récu-

pérées par l'idéologie de la classe opprimante. Il serait faux de croire que les positions d'une organisation permanente puissent être révolutionnaires, même si à la base existe une action révolutionnaire: la finalité de cette organisation est celle d'une récupération par la société bourgeoise.

F R A N C E

Comme pour les U.S.A. il est proposé de faire un exposé bref, de manière à ce que les camarades puissent poser des questions et à ce qu'un débat puisse s'engager sur les problèmes évoqués.

Un camarade français (groupe de Paris) : en mai 68 le mouvement étudiant s'est opposé violemment à l'ordre établi avec ses caractères propres, et par la violence de ses attaques a montré la faiblesse du pouvoir politique en France. Le mouvement ouvrier a alors pris le relais mais également avec ses caractères propres; la grève a éclaté spontanément, avec tous les caractères des grèves sauvages et s'est généralisée rapidement, se trouvant presque immédiatement sous le contrôle des organisations syndicales - notamment par la main mise totale sur les comités de grève-. Parallèlement, avant, pendant et après la grève, de nombreux travailleurs prenaient individuellement le chemin des facultés, brisant le cadre traditionnel des luttes, établissant des liaisons ouvriers-étudiants, expression temporaire d'une tendance organisationnelle autonome de la lutte. Mais les tentatives inverses de contact étudiants-ouvriers, sur le plan des boîtes, échouèrent totalement. Tout l'appareil économique restait entre les mains des centrales syndicales ce qui fit que l'appareil répressif n'intervint dans la lutte qu'avec des moyens limités. La fin de la grève entraîna le déclin du mouvement étudiant et l'effondrement de quelques liaisons ouvriers-étudiants.

Il peut être intéressant de parler des groupuscules, de leurs actions, et de leurs prétentions, en mai et après mai. Mais ce qui est beaucoup plus important, c'est le tournant pris par les luttes en France après mai. L'essentiel peut se dégager en deux traits:

- caractère offensif des luttes, et non plus défensif.
- caractère autonome, bien que les traits de cette autonomie ne se dégagent que d'une manière très fragmentaire et très limitée.

Ces caractères apparaissent pourtant à tous les niveaux définissant dans les entreprises un nouveau rapport de forces avec les cadres du travail: directions d'entreprises et syndicats. Mais ces traits n'en sont pas forcément nets; dans les actions individuelles, ou dans celles des groupes isolés, aussi bien que dans les luttes plus importantes, cette autonomie lorsqu'elle s'exprime d'abord, est ensuite souvent récupérée d'une manière ou d'une autre par les syndicats.

A la question d'un émarade sur l'existence dans les entreprises de mouvements traduisant ce nouveau rapport de forces, il est exposé différentes actions spontanées dans un milieu employé (entreprise d'assurances) qui n'est pas habituellement à la pointe des luttes.

Un autre camarade français parle du comité d'action Hachette et d'une grève sauvage récente déclenchée par 7 employés à la suite d'un changement de classification: cette grève a paralysé le service de la paye pendant 15 jours. C'est le type

même d'action que l'on peut rencontrer ailleurs. Quant au comité d'action lui-même ses difficultés sont aussi celles des autres comités d'action. Il s'est trouvé en présence de militants C.F.D.T. "gauchistes", de délégués manipulés à l'intérieur du C.A., puis d'un conflit entre cette tendance pro-syndicale et une autre tendance marxistes léniniste. D'où une grande confusion.

Un autre exemple peut être donné à la R.A.T.P., ligne de Sceaux. Un groupe important sorti de la C.G.T. croit pouvoir, pour survivre en tant que groupe, créer une section C.F.D.T. bidon, pour pouvoir tirer des tracts en toute liberté. Comme ils se basent sur des positions révolutionnaires, ils ne tardent pas à être vidés de la C.F.D.T.

Un bref débat s'engage sur l'autonomie des luttes et leur récupération par les syndicats. Les travailleurs arrêtent parce qu'ils en ont marre, mais souvent ne précisent leurs revendications que quelque temps plus tard. Finalement, les syndicats introduisent d'autres revendications, d'autres formes d'actions pour plaquer le mouvement ou le récupérer. Mais on peut dire que chaque fois la grève pose des revendications (formulées ou pas) à la fois au patronat et aux syndicats; il y a une sorte de refus de ce qui existe; mais cela ne se traduit pas après par une autonomie active; les délégués syndicaux peuvent aisément reprendre le dessus.

Un autre camarade français pense que le problème des groupuscules qui ont éclaté un peu partout, n'est pas essentiel. Ce qu'il est plus important de savoir, c'est si la situation du mouvement ouvrier a évolué depuis mai. Dans de nombreuses petites usines, de nouvelles formes de lutte sont apparues à tous les niveaux. Le problème essentiel qui se pose, c'est de savoir la possibilité que nous avons de coordonner ces luttes.

Cette dernière question soulève des problèmes importants contenant des implications pratiques: qui doit coordonner, et que signifie cette coordination, les travailleurs eux-mêmes ou bien d'autres organisations parallèles? Doit-on se contenter d'analyser, ou bien de souligner ce que pourraient faire les travailleurs dans la situation présente, ou bien aller plus loin?

En réponse à ces questions, et pour montrer comment elles se posent concrètement dans une lutte, un camarade de Paris cite l'exemple d'une grève sauvage récente dans une entreprise d'assurances de Paris "L'Urbaine-Seine"; il souligne que les employés eux-mêmes refusaient l'extension pour ne pas perdre le contrôle de leur grève.

Un camarade du Comité d'Action Citroën reprend ce problème des travailleurs qui souvent ne désirent pas étendre leur grève pour ne pas en perdre le contrôle, mais est moins optimiste. Il cite l'exemple de l'aciérie de Virieux (Ardennes - groupe des Aciéries de la Chiers) qui alimente Citroën où 150 ouvriers du parachèvement occupaient les ateliers) et celui de l'usine Citroën à Mulhouse. Personne n'avait parlé de ces grèves (très dures, avec occupation); des contacts furent pris, et quand il fut proposé aux ouvriers grévistes d'écrire ce qu'ils vivaient pour que ce soit rediffusé aux autres travailleurs de chez Citroën, aucun n'en voyait l'intérêt; le rôle du comité d'action fut de faire connaître malgré tout, cette grève aux autres travailleurs. C'est un exemple de ce que peut faire un groupe dans les actions autonomes.

Un camarade belge demande des explications sur les "Soviets" à Nantes indiquant que ce qui s'est passé à Nantes a beaucoup frappé les camarades belges.

Un camarade français de Paris répond qu'il n'y a jamais eu de soviets à Nantes, mais seulement une domination totale de la ville par un comité inter-syndical avec vraisemblablement l'accord exprès de la municipalité et de la Préfecture. A aucun moment, une organisation de base n'a contrôlé quoi que ce soit dans les usines ou dans la ville, y compris à Sud-Aviation. Ce camarade entreprend d'expliquer l'arrière-plan politique qui peut faire comprendre cette situation unique en France en mai 68; les liaisons (franc-maçonnerie) entre Hébert de Force Ouvrière, qui fut membre de l'Union Anarcho-syndicaliste et qui est resté en rapports étroits avec les trotskistes de l'O.C.I. (ceux-là mêmes qui à travers Force Ouvrière poussèrent au déclenchement de la grève à Sud-Aviation) et Maurice, maire radical de Nantes, entrepreneur de travaux publics, ancien ministre, constructeur du mur de l'Atlantique et de la ligne Maurice en Algérie.

Un camarade français critique véhémentement cette présentation des faits qu'il qualifie de " spectaculaire ". Ce camarade cite l'action des étudiants de l'A.G. E.N. de Nantes qui furent à la pointe de la lutte et imprimèrent aux luttes dans la rue un caractère qui contredit l'impression que l'on tire de cet exposé.

Le débat à ce moment quitte le terrain de l'analyse de la situation en France, pour se déplacer sur celui des rapports étudiants-ouvriers-syndicats. Chacun en souligne successivement certains aspects ou fait ressortir ce qui le préoccupe plus particulièrement; mais ce qui suit traduit mal l'extrême confusion de cette discussion (beaucoup estimeront sans doute que ce qu'ils ont dit a été mal rapporté ou ignoré; à eux de rectifier).

- recherche d'une pratique pour une nouvelle liaison ouvriers-étudiants.
- reprise en mains par les appareils des groupuscules ou des organisations.
- dénonciation des étudiants comme "les fauteurs de troubles" ce qui arrange tout le monde.
- examen de manière moins superficielle de la pourriture et de la mort du gauchisme (Vincennes en offre un exemple parfait).

Un autre camarade note que dans leur analyse, certains situent le départ de la crise universitaire en mai 68 sans tenir compte de tout ce qui s'est passé avant, et tentent de reproduire les mêmes schémas pour relancer le mouvement à partir de l'Université. Cette solution dénote une impuissance caractéristique et permet de se donner facilement bonne conscience. C'est à partir de ce problème qu'il faut remettre en question tout notre rôle et voir comment intervenir.

Ces problèmes de la coordination posés par un camarade, se retrouvent partout mais personne ne semble capable d'y répondre. La situation française telle qu'elle est exposée ne contient aucune cohérence permettant de faire une analyse globale. Chacun raconte ce qu'il connaît. Personne n'a abordé les problèmes de l'unité d'action. On a raté quelque chose en mai dans le mouvement révolutionnaire et on n'a jamais analysé tout cela. Pourtant ce mythe de l'unité d'action a grandi, et pas seulement en milieu étudiant. En mai, d'un seul coup, les différents courants se sont réunis au sein des comités d'action nettement distincts des groupuscules. Ceux-ci, s'ils voulaient en rester là, et s'ils refusaient de se plier à un courant qui poussait à cette unité, se trouvaient bloqués. Par la suite deux tendances sont apparues dans les comités d'action: maintenir l'unité d'action sur des objectifs, ou tenter d'arriver à l'unité d'action sur l'idéologie. A la suite des événements, d'autres se sont retranchés dans une inaction

complète ou bien dans des tentatives désespérées de renouveler une action.

Un camarade de Nantes indique que ce problème a été résolu par le groupe dont il fait partie: ils ont décidé de quitter les Fac, de ne plus être étudiants, et de rejoindre les chômeurs.

Un camarade français souligne que ce qui s'est passé en France est difficile à caractériser. Il faut attendre le plus possible un travail d'information. On entre maintenant dans une période semblable à celle de la Grande-Bretagne, où les grèves sauvages sont fréquentes. Il y en a peu en France jusqu'à maintenant, mais un certain nombre de grèves s'apparentent aux grèves sauvages des autres pays européens, c'est une nouvelle situation. Les camarades posent la question d'un rôle coordinateur. Nous nous trouvons dans une période extrêmement difficile. L'action autonome c'est la rupture avec les vieilles structures qui se traduisent par la peur de se retrouver embrigadés dans une nouvelle organisation identique aux anciennes. Contre cela, il faut faire sauter les cloisonnements et voir comment s'intégrer dans le mouvement autonome. Il ne s'agit nullement de provoquer, de mettre le feu à la mèche en pensant que tout va sauter. Il s'agit d'un long processus et c'est dans l'action que doit se former la conscience.

Un camarade pense que le problème spécifique de la France n'est pas intéressant: il faut tout poser au niveau international. Partout, il y a une montée des luttes qui n'est elle-même que le reflet d'une crise économique mondiale. Il faut tenter de comprendre le sens du mouvement actuel et suivant les conclusions prendre/et agir dans tel ou tel sens - Marx ne faisait pas autrement-. C'est absolument nécessaire pour fixer le rôle que l'on entend jouer dans la situation présente.

Pour un autre camarade chaque groupe en mai 68 a explosé; le renouveau des luttes marque une tentative nouvelle d'expression effective de la misère réelle. Personne ne s'est préoccupé à ce moment de savoir ce qu'était la conscience des travailleurs.

Une série de réflexions venant de différents camarades montre à ce moment que le débat sur mai 68, qui aurait pu avoir lieu autour de l'exposé fait au départ par un camarade français, n'a pas eu lieu; en effet un grand nombre de camarades interviennent à ce moment pour exprimer de nouveau leurs préoccupations: si mai a été seulement une flambée - dans quelles mesures le mouvement ouvrier était révolutionnaire, si à défaut d'organisations, il n'aurait pas suffi d'un programme approprié à la classe, sur le rôle de la violence.

Une dernière discussion tourne à la justification personnelle s'engage entre plusieurs camarades au sujet de l'abandon de l'université pour épouser la condition de chômeurs. La différence entre un étudiant et un travailleur, c'est que ce dernier n'a pas choisi sa condition. Quel que soit le mépris qu'un étudiant puisse avoir pour un universitaire, aller à l'usine, ou aller retrouver les chômeurs, sont peut être des actes exemplaires d'un point de vue individuel, mais ils n'ont finalement aucune signification d'un point de vue de la lutte de classe.

ITALIE

Exposé d'un camarade italien (Rome - étudiant)

LE MOUVEMENT ETUDIANT : Il a pris de la force dans les deux années écoulées. Il a pu cette année faire

des démonstrations importantes de sa force. Mais il reste très informel (peu de liaisons horizontales, pas de structures coordinatrices) et il n'a pas eu un caractère de masse à l'échelle de l'Italie. Il est caractérisé par une grande quantité de groupes : les groupes traditionnels ont été détruits et d'autres groupes se sont formés, composés de personnes nouvelles dont l'esprit correspondait mieux aux tendances nouvelles de la lutte : auto-organisation et autonomie. Les étudiants ont commencé à appliquer ces principes dans les comités de base mais tout est resté fractionné ; la tendance à l'autonomie est restée au niveau des organismes de base.

LE MOUVEMENT OUVRIER : On trouve le même caractère fractionnel dans les luttes ouvrières : l'autonomie

des luttes n'est apparue que dans des cercles limités. Une des expériences les plus intéressantes a été celle des comités de base à la Pirelli. Les ouvriers ont participé activement à leur formation ; corrélativement s'est exprimée la transformation de leur attitude et de leur mentalité.

Les ouvriers ont compris à travers la signification du travail aux pièces dans l'usine que l'aspect politique le plus important était celui du pouvoir dans l'entreprise. Les problèmes de salaires étaient devenus secondaires et ceux touchant les cadences passaient au premier plan ; de même les problèmes de l'existence ouvrière et ceux de la société de consommation jamais évoqués autrefois, l'ont été.

Faute de s'être étendu à d'autres entreprises, faute d'avoir établi des liens avec des organismes identiques, les comités de base ont perdu leur caractère initial : ils ne sont pas devenus des organes de contre-pouvoir et ont perdu rapidement toute influence réelle.

LE PROBLEME (que pose ce camarade) part de la constatation que la classe ouvrière en Italie est suffisamment formée mais qu'elle ne possède pas d'issues pour utiliser sa force. Il faudrait faire en sorte que cette autonomie puisse s'exprimer à un niveau plus large que l'entreprise, que ces aspects d'auto-organisation ne soient pas des moments intermédiaires, qu'ils puissent devenir le contre-pouvoir de la classe ouvrière. Le niveau de la seule information doit donc être dépassé : comment agir dans le sens ainsi posé de sorte que la théorie qui se dégage des luttes puisse devenir le programme d'action de la classe ouvrière elle-même.

D'un autre camarade italien (Gène - étudiant)

CHEZ PIRELLI : Les ouvriers ont pris position contre le contrôle des cadences par les syndicats, la création d'un organe ouvrier permanent pour ce contrôle à l'intérieur de l'usine capitaliste ne constitue qu'une tendance réformiste d'où la méfiance des travailleurs. Les comités de base ont joué un rôle essentiel dans le déclenchement de la lutte. Mais là et ailleurs, ils ont été finalement récupérés par les syndicats. Les syndicats et le Parti Communiste italien sont plus habiles qu'en France : ils prônent une généralisation des comités de base et l'union entre les ouvriers autonomes et étudiants autonomes. Dans cette perspective, on aboutit à une gestion d'une unité de base de l'entreprise capitaliste par un comité à base syndicale.

CHEZ FIAT : Les choses se sont passées différemment. Les assemblées n'ont pas vu l'intervention d'éléments extérieurs. Elles ont eu lieu sur les chaînes déjà en lutte, balayant toutes les hiérarchies. Ce sont les assemblées qui se sont généralisées. Les syndicats ont cherché à tourner le mouvement en lançant la grève des loyers : les ouvriers en lutte ont compris la signification de la manœuvre. Ils se sont rendus devant l'usine FIAT et ont organisé la manifestation ; des bagarres ont éclaté ; des émissaires partis dans les quartiers ouvriers d'où sont venus d'autres manifestants.

LES FORMES DES LUTTES SONT DIVERSES : A côté des organismes autonomes de base dans l'usine, on en trouve d'autres hors de la production entre ouvriers sortis des syndicats et étudiants avec le même caractère anti-bureaucratique. Le caractère commun à Pirelli, Valdagno, Battipaglia, Gènes, Turin, c'est que la lutte sort de l'usine et envahit le terrain social : les groupes ouvriers-étudiants prennent alors leur dimension réelle. Les rapports entre les groupements autonomes extérieurs aux entreprises et les mouvements intérieurs à l'usine ne sont pas seulement pour informer, mais pour « exhorter ». Ce n'est pas de l'ouvriérisme, mais une sorte de rapport dialectique entre les groupes et la lutte elle-même.

De telles formes de lutte - semblables à celles de la Pirelli - avaient déjà eu lieu en Italie, il y a quelques années (dans le textile), mais c'était resté limité. A la Pirelli, la direction a réagi en cherchant à se passer des syndicats et à se mettre d'accord avec les comités ouvriers. Elle a proposé une grande réforme des conditions de travail : réduction d'horaires, semaine de 5 jours, restructuration de la production. C'est la tentative la plus avancée de réformisme en Italie. Cela montre qu'il ne faut pas surestimer une lutte contre les cadences qui a pour but un aménagement à l'intérieur du système.

AU SUJET DES LUTTES A BATTIPAGLIA (région de Salernes au sud de Naples) : Les explications des camarades sont divergentes.

Pour le camarade de Gènes, les luttes se situent à un même niveau dans toute l'Italie, c'est-à-dire contre le capitalisme le plus moderne. Il est habituel, notamment dans le P.C.I. d'opposer le sud féodal au nord industrialisé, alors que les rapports capitalistes sont les mêmes. A Battipaglia, après le dernier jour de la lutte, toutes les tentatives des autorités de toute sorte de « ramener le calme » rencontrèrent la violence. A un meeting organisé par des syndicalistes, des députés du parti socialiste, du P.S.U.P. (analogue au P.S.U.) du P.C.I., la tribune fut prise d'assaut, brûlée, à peine les occupants avaient-ils commencé à parler : ils échappèrent de peu au lynchage. On trouve donc la même autonomie de lutte que dans le Nord, dirigée contre toutes les forces officielles, soutien du capitalisme.

Pour le camarade de Rome, s'il est vrai qu'on peut parler d'une contestation née autour du développement industriel moderne (industrie du tabac, conserverie) on ne peut négliger le fait qu'il s'agit d'une industrialisation récente dans une région agricole. Il ne pense pas qu'on puisse regarder de la même façon la lutte de Battipaglia et celles chez Pirelli ou Fiat. Les niveaux de conscience et les motifs sont tout à fait différents. A Battipaglia des éléments fascistes et réactionnaires participaient à la lutte. Ce n'était pas exactement une révolte contre l'état. Les manifestants luttèrent contre la police mais pas contre les carabinieri ; cela montre qu'ils n'avaient pas idée de la fonction sociale des carabinieri dans la société.

forme Un camarade italien veut répondre à la question: qu'est-ce qu'il attend de la rencontre? La façon dont la discussion se déroule n'est pas satisfaisante. On ne peut discuter ici des problèmes fondamentaux, pas plus qu'il ne sortira de cette réunion d'organisation, ou une centralisation internationale. On en sera réduit à développer le plus possible les contacts bilatéraux et pour cela utiliser I.C.O. qui existe déjà. Un ensemble de textes ont été diffusés, notamment pour la rencontre nationale d'I.C.O. Cela peut fournir une base de discussions. Le problème pour les groupes, est qu'ils ne peuvent être considérés comme extérieurs à la lutte de classe.

A propos des luttes à la PIRELLI un camarade pense qu'il y a des risques à surestimer les formes de lutte contre les cadences qui finalement ont pour but un aménagement à l'intérieur du système; par contre, il n'est pas contre les revendications de salaires qui signifient qu'on cherche à vivre le moins mal possible. Mais il faut surtout essayer de discerner dans ces formes de lutte ce qui peut faire passer les ouvriers à un autre système.

Les milliers de grèves sauvages qui se sont déroulées par exemple en Hollande, en 25 ans, amènent à se poser la question si à un moment donné, il n'y a pas une sorte d'institutionnalisation de la grève sauvage. Ces luttes se passent bien en dehors du syndicat, mais on en vient aujourd'hui à la situation où la seule grève possible est la grève sauvage. Cette relance de la grève, comme la première forme de lutte de classe pour accéder à un stade supérieur, si elle s'insère en réalité dans le développement du capitalisme, prend une signification toute différente.

Un camarade du comité d'action Citroën proteste contre le jugement porté sur les revendications de salaires ou celles concernant les cadences. A son avis, le camarade ignore tout du processus des luttes: les salaires sont aisément récupérables par les dirigeants, alors que les cadences ne le sont pas.

Un camarade hollandais présente quelques remarques. D'après l'intervention du camarade italien, il y aurait deux formes de luttes: l'une pour des revendications quotidiennes (salaires, etc..) l'autre pour d'autres types de revendications plus générales, touchant la transformation de la société et qui viendraient plus tard. La lutte ne prendrait donc une signification historique et sociale que si ceux qui y participent avaient une volonté de créer un autre système social. En réalité, c'est la lutte quotidienne contre les cadences, pour des augmentations de salaires, qui transforme seule la société, et en aucune façon une lutte qui viendrait des idées de ceux qui la mènent.

D'après ce camarade un autre point plus important a été touché par le camarade italien relativement aux organismes de lutte dans l'usine: selon le camarade italien ces organismes prendraient un caractère plus permanent, ce qu'il considère comme important. Ceci ne s'est en réalité jamais vu. Toutes les tentatives de garder des organismes autonomes d'usines ont fini par leur transformation dans des organismes de collaboration de classe, ou bien dans des organes plus ou moins artificiels, amalgamant quelques ouvriers, avec des gens venus de l'extérieur de l'usine. La persistance d'organes de lutte dépend de la forme de la lutte et de la force de la classe ouvrière. Vouloir à tout prix conserver de tels organismes présente un grand danger. Il faut accepter leur disparition, et non tenter de leur conserver une existence artificielle.

Un autre camarade souligne que les luttes doivent avant de naître, se battre contre l'Etat. S'il n'y a pas de tendance à l'auto-gestion, par contre il y a toujours

une tendance à la destruction quise dirige immédiatement contre la police, contre l'Etat. La lutte sort du terrain de l'usine pour aller sur un terrain social, et à l'autonomie des luttes dans l'usine correspond cette tendance à la destruction, à la violence dans la rue. La situation sur ce plan est peut être différente en Italie de ce qui peut se passer ailleurs.

Un camarade reprend cette dernière observation, pour souligner qu'il y a conformité entre le rapport historique du niveau atteint par les luttes en Italie, et dans tous les autres pays. Dans la radicalisation des luttes en Italie, on peut déceler à la fois l'influence d'une même situation économique et sociale et des événements qui se sont passés ailleurs.

Un camarade italien souligne que soit à Battipaglia, soit dans le Nord, des formes d'organisations se sont développées qui démontrent réellement la conscience de ceux qui luttèrent: à Battipaglia, il y avait des groupes qui voulaient lancer un débat politique. Il y avait à la fois refus de l'état, mais aussi le refus de la propagande de tous les groupes politiques.

Un camarade italien veut revenir à ce qu'a dit le camarade hollandais; que ce soit à Battipaglia, ou dans le Nord de l'Italie, la lutte a fait naître des formes d'organisation qui démontrent réellement la conscience de ceux qui luttent. Des groupes venus à Battipaglia pour faire de la propagande ont été exclus. Il y avait lutte violente contre l'Etat, contre les forces d'oppression (commissariats brûlés) mais aussi le refus de toute autre administration, de toute autre institution. De même la révolte dans les prisons de Turin, etc.. a été déclenchée par les "sous-développés de la conscience" de Battipaglia.

Le camarade hollandais demande ce qu'on entend par "révolte contre l'état". Si l'on pense à une révolte "consciente" elle ne se produira jamais. Dès que les ouvriers aujourd'hui se mettent en lutte dans les conditions présentes du capitalisme, ils se heurtent à l'état. C'est ce qui se passe dans la plus petite lutte sur le terrain de l'usine, et immédiatement cette lutte entre directement en conflit avec l'état. Ce n'est pas une question de conscience élevée ou pas: c'est la grande leçon de l'expérience vécue au moment où on la vit qui transforme la conscience.

Pour le camarade italien le problème est ainsi bien posé, mais il faut regarder ce qu'est la réponse concrète: en France les grèves sauvages, y compris celles de mai 68, n'ont eu aucune suite importante; en Hollande, après 20 ans de grèves sauvages, on n'est pas plus avancé. En Italie, c'est une autre forme d'affrontement violent avec les forces de répression. Pour ce camarade, le problème est comment développer la lutte par le dépassement des grèves sauvages de tous les jours.

Un autre camarade croit que ce problème est celui de la légalité. Toute action se heurte non seulement à l'appareil d'état, mais aussi aux propres tabous des travailleurs eux-mêmes. Les groupes révolutionnaires sont très légalistes. Leurs actions s'arrêtent toujours à un moment donné, car ils sont toujours conditionnés par leurs propres perspectives. Les travailleurs ne cherchent pas la "conscience". Là où débouchent leurs luttes, ils se battent, alors que les groupes cherchent à définir dans une tactique ce qui se fait ou ne se fait pas. La lutte sauvage peut déboucher sur un mouvement beaucoup plus général. Que peut faire une intervention extérieure: apporter la conscience, ou aider tout simplement à ce que requiert la lutte?

Un autre camarade reprend cette idée en soulignant qu'on n'a pas été assez loin en mai pour rompre les tabous par des actes désacralisant pour détruire le poids énorme des appareils. Le problème n'est pas tant de savoir quoi mettre à la place, mais de briser les contraintes qui nous écrasent tous.

La discussion entre plusieurs camarades s'oriente alors sur les tactiques qui pourraient permettre d'aller plus loin lorsqu'une lutte se trouve ainsi dans une impasse. Cette conception est critiquée par d'autres: Lorsque les ouvriers partent en lutte le "respect de la légalité" disparaît totalement. Mais tout se déroule alors d'une manière dialectique qui finit par donner la mesure de ce qui est possible ou de ce qui ne l'est pas.

Dans l'exemple italien de Pirelli, ce qui est important c'est d'abord l'intervention directe dans le processus de production sur les cadences par exemple. A ce moment, les travailleurs commencent à penser à autre chose que les perspectives immédiates qui étaient le point de départ de leur lutte. Il n'y a aucune relation entre ce fait, et ce que préconisent des camarades à la recherche d'une tactique quelconque, par exemple d'une tactique provocatrice de destruction des machines (qui a été le fait des ouvriers au début du machinisme, mais qui a disparu dans le mouvement actuel).

Au contraire, les camarades en cause dans cette critique soutiennent que des luttes comme celle de Pirelli, ne se terminent que par des aménagements du capitalisme et qu'il faut trouver autre chose pour que cette lutte se situe à un autre niveau.

Un camarade français développe la critique de cette position en soulignant que la recherche d'un dépassement qui a été le fait de beaucoup de camarades français après mai, finit par tomber dans un activisme sans aucune portée réelle.

On parle de conscience relève un camarade (conscience de l'aliénation précise un autre) mais ce qui est plus important c'est que les travailleurs sachent ce qu'ils font et où ils sont. Le rôle d'un groupe n'est absolument pas de chercher des actions ou d'en proposer, mais d'abord d'informer sur place, dans la production sur ce qui se passe dans l'entreprise et quels sont les rapports réels qui existent dans la production capitaliste (exemple au comité d'action Citroën).

Un débat s'engage sur cette question de l'information. Faire partie d'un groupe, d'une organisation, et avoir une activité dans le sens défini par le camarade précédent, dépasse le plan de la stricte information. Que ce soit dans une boîte ou ailleurs, informer c'est aussi jouer un rôle d'agitateur, amenant d'une manière ou d'une autre la lutte sur un terrain politique même si l'on dénonce ceux qui cherchent à "faire quelque chose". Le danger est celui d'un état major, d'une avant-garde. Mais de toute façon, l'information suppose un tri, une interprétation et des idées politiques différentes de ceux auprès desquels on les diffuse.

Un camarade remarque que dans toute grève, au départ, les travailleurs ont l'impression que toutes les barrières tombent. Le lendemain, les mêmes qui étaient les lions sont redevenus des moutons. Quand on discute dans une boîte les choses que l'on peut dire ne sont pas identiques si on le fait personnellement en tant que travailleur ou en tant que membre d'une organisation.

Cette réflexion détonne un débat passionné. Qu'on le veuille ou non, est militant celui qui fait quelque chose de différent, qui procède à des choix, rédige

des tracts; c'est celui auquel on s'adresse pour faire des motions ou prendre la parole, parce qu'il paraît le plus habile, et que les autres l'acceptent par paresse ou par habitude. Il est impossible dans ce rôle de ne pas projeter ce qu'on a appris dans les discussions au sein des groupes. Tout ceci pose le problème difficile des rapports au sein des entreprises. Si on attend que les travailleurs décident par eux-mêmes et prennent des initiatives, sans rien faire, il ne se passe rien; si on fait quelque chose, on est amené d'une manière ou d'une autre, à faire un certain travail de militant (on peut souligner l'utilisation faite par les syndicats de cette situation dans la période actuelle).

La discussion revient alors sur le point de savoir si la lutte de classe est contenue dans le moindre petit problème de boîte, ou dans les luttes isolées, ou bien dans les éléments de la situation et des luttes qui permet le passage à une forme supérieure de la lutte de classe. S'informer sur les luttes c'est aussi chercher les possibilités de développement de ces luttes et de le dire.

Par ce biais on aborde à nouveau le problème de l'Italie:

- sur la question de séparation entre l'extérieur et l'intérieur de l'usine, un camarade souligne que tout fait partie d'un même processus.
- un camarade pense que l'on a pas assez insisté sur les différences de développement entre le nord et le sud pour expliquer les luttes.
- il faut voir les choses sur un plan plus général. On fait l'apologie du combat de la classe ouvrière, mais on le détache de tout le mouvement réel, de tout le contexte de la vie quotidienne de la classe ouvrière. On ne peut pas émettre des généralités sur les luttes en les détachant de la théorie sociale.

Par exemple FIAT n'est pas seulement une usine quelconque mais une ville entière. Il n'y a pas seulement les problèmes de l'usine mais un problème beaucoup plus complexe qui touche toutes les structures sociales, aussi bien les luttes que le chômage dans l'usine, la crise de l'automobile, etc... Pour situer le mouvement chez FIAT les syndicats tentèrent de déclencher une grève contre les augmentations de loyers. C'est alors que des ouvriers sont allés à l'université. Ils avaient compris ce qu'allaient faire les syndicats. Ils ont discuté avec le groupe Pouvoir Ouvrier resté en contact avec eux. Dans la grève, il n'y a pas eu de participation passive. Dans les piquets, il y avait aussi bien des étudiants que des ouvriers. Lorsque les syndicats ont organisé la manifestation contre les loyers, et que celle-ci s'est transformée en manifestation ouvrière et s'est heurtée à la police, des appels ont été lancés avec l'aide des étudiants dans tous les quartiers ouvriers; des travailleurs ont fait des kilomètres pour venir attaquer la police et les bugares ont duré plus de seize heures. Les groupes n'allaient pas avec des mots d'ordre mais ils sont intervenus pour que l'action du prolétariat aille toujours plus en avant dans le sens qui se dessinait déjà. L'essentiel est d'être là où on se bat au niveau le plus élevé, et l'intervention n'a rien d'une action extérieure critiquée par certains camarades.

Un autre camarade italien essaie de préciser la situation de l'Italie dans le Sud, à l'appui de ce qui vient d'être dit sur l'importance de l'information du quotidien. Ceci est autre chose que le manque d'information. La situation des travailleurs italiens émigrants du Sud vers le Nord, procède quelque peu du mythe. Dans toutes les villes, il y a un développement industriel très important, et on rencontre moins de structures sociales très archaïques. Une bonne partie des travailleurs qui émigrent du sud vers le nord, retournent vers le sud après avoir amassé un pécule pour acheter un morceau de terre. Mais l'évolution de l'agriculture est telle (industrialisation, baisse des prix agricoles) qu'il est impossible de vivre sur ce morceau de terre; l'ouvrier redevenu paysan se trouve donc contraint de retourner à une situation sociale dans laquelle il vend sa force de travail. C'est ici que se situe le vrai niveau du sous-développement dans le sud, et qui explique la situation explosive dans les villes du sud comme Palerme, Catane, ou celles de la région de Naples. Cette situation n'est pas semblable à celle de la région de Turin ou de Milan.

LES GROUPES

ET LA LUTTE DE CLASSE

Le débat est la continuation de la discussion amorcée à partir de l'exposé sur la situation en Italie, mais qui rejoint les discussions des autres séances consacrées à la situation aux U.S.A et en France. Quelle est la perspective pour un groupe qui est forcé-ment politique par rapport à la lutte de classe et aux mouvements de grèves? On parle beaucoup d'action mais le mot recouvre souvent des choses différentes. Pour les uns, il s'agit d'analyser et d'informer, mais en aucune façon d'intervenir pour dicter aux travailleurs ce qu'ils ont à faire. Pour d'autres au contraire, le mot intervention prend un sens différent, bien qu'ils précisent le sens et la dimension du mot intervention, comme devant être ce qu'en font les travailleurs eux-mêmes.

Ce problème se pose en Italie comme en France, de même façon, déclare un camarade qui cherche à définir l'action possible d'éléments révolutionnaires. D'après ce qu'ont dit certains camarades dans le contexte d'un certain niveau social, il n'y a pas de décision prise par des éléments plus "avancés" mais des contradictions dans le processus économique qui élèvent le niveau des luttes. La même situation doit reproduire mécaniquement le même schéma. Dans le contexte actuel, cela ne paraît pas le cas; il semble au contraire qu'il y ait un niveau de décisions qui soit atteint par les travailleurs et qui les amène à lutter.

Un camarade reprend des idées déjà exprimées: ceux qui décident sont ceux qui luttent. Le principe n'est pas de diriger mais d'intervenir pour soutenir. Les travailleurs décident du mode de leurs actions. Le travail d'un groupe est dans le contexte dans lequel il se trouve et il n'est pas possible ici en France de juger de ce qui peut se faire à Turin. Aucun groupe, aucun militant ne peut rien faire à la place des ouvriers.

Un débat assez confus continue sur ce même thème:

- intervenir ne veut pas dire diriger.
- informer peut signifier populariser une grève sauvage en montrant que c'est un phénomène général; expliquer qu'à tel endroit les ouvriers ont lutté de telle façon, c'est une façon d'intervenir d'autant plus si cette information est complétée par des analyses.
- la position de beaucoup de camarades traduit la peur de se situer en dehors de la classe.

Les ouvriers n'ont pas le temps pour écrire, pour distribuer des bulletins et il est nécessaire, si l'on veut qu'ils soient informés, d'avoir cette activité qu'ils n'ont pas eux-mêmes. Ceci n'exclut nullement la possibilité donnée à n'importe quel travailleur de s'exprimer et de présenter soit son expérience soit son analyse (exemple du C.A Citroën).

- on pose le problème des relations entre des éléments révolutionnaires extérieurs et la classe elle-même. En réalité les éléments révolutionnaires ont un rôle à jouer à l'intérieur de la classe. Là est la véritable divergence.
- un travail d'explication est nécessaire pour dire ce qu'il y a en avant, ce qui est caché, et qu'on peut tenter de voir par un travail d'analyse. Le problème peut changer en cas de rupture; les ouvriers décrivent alors normalement la situation dans des termes réels et les catégories de pensée ne représentent plus rien.
- la diffusion d'idées ne veut pas dire s'imposer comme direction. Si les idées exposées sont justes, la classe ouvrière les reprend à son compte. Chacun de nous sait ce

qu'est la révolution et a des idées précises sur ce qu'il veut faire. Si ces idées sont justes la classe ouvrière viendra sur nos positions.

- un camarade du C.A. Citroën: j'ai des idées et je parviens à faire des analyses, pas seulement dans le comité d'action. Si la classe ouvrière a la capacité de faire la révolution, étant donné le développement des forces productives, elle prendra tout en main et elle abolira la marchandise. C'est une illusion de croire qu'elle va adopter des idées qui viennent de l'extérieur. La classe ouvrière fera ce qu'elle est obligée de faire car elle seule est porteuse de la révolution. Ces idées ne sont pas dans la tête des travailleurs mais dans les faits eux-mêmes. Il peut paraître utile d'exprimer des idées révolutionnaires mais cela peut amener malgré soi à des attitudes de dirigeants. L'information peut ne pas suffire, mais il peut être dangereux pour un petit groupe d'apporter ses analyses, car derrière cela, peut se cacher la possibilité de devenir un manipulateur.

- dans l'état actuel des luttes, la classe dominante est propriétaire de la parole. La diffusion d'idées traduit le rapport dirigeant-dirigé; celui qui détient le savoir détient le pouvoir. Dans des moments de crise sociale, l'information passe facilement. Mais après elle ne passe plus. Il en est de même des analyses, même si celles-ci ne sont pas de type politique traditionnel.

Le débat s'engage sur le rôle des organisations.

Un camarade explique que le savoir tend effectivement au pouvoir. Expliquer quelque chose implique un rapport de pouvoir de celui qui prétend à un niveau de conscience suffisamment élevé vis à vis de celui qui doit être informé ou éduqué. Si la diffusion des idées est le fait de tous, on peut considérer que chaque ouvrier prend le pouvoir. En Russie, si le Parti Bolchévique a pris le pouvoir c'est que la classe ouvrière n'était pas consciente de ce problème. Si l'on pense que les ouvriers ne sont pas conscients les rapports avec la classe ouvrière éluderont le problème central de la délégation des pouvoirs; cela développera un mépris total des travailleurs auxquels on ne sera même pas capable de faire confiance.

Un autre camarade pense qu'on doit agir vis à vis des travailleurs comme membre d'un groupe sans chercher à le cacher. Chercher à dissimuler son appartenance et le but qu'on poursuit, c'est ne pas faire confiance, c'est faire le curé.

Les travailleurs n'arrivent pas à atteindre l'idée qu'ils peuvent prendre le pouvoir; il faut donc une organisation qui diffuse parmi les travailleurs cette idée de prise du pouvoir par eux-mêmes. Tout ceci n'est pas un processus indépendant mais appartient au processus général. Il y a toujours des éléments plus conscients de l'évolution de la société et c'est comme cela que naît la conscience. Il en résulte une séparation entre les révolutionnaires et la classe. A côté des organisations unitaires de type conseils, existent vraiment des groupes dans lesquels sont formulées des idées plus générales et qui correspondent aux différentes tendances qui peuvent se retrouver dans les conseils. On se trouve en présence de deux types d'organisation: l'organisation générale de la classe, et l'organisation du mouvement révolutionnaire. A la question d'un camarade sur les rapports entre ces deux types d'organisation, le camarade qui défend cette position répond: aucun.

Selon d'autres une organisation dit ce qu'elle pense aux travailleurs, diffuse des idées dans la classe. Dans une situation déterminée, l'organisation peut dire: "ne faites pas cela", c'est la seule façon pour que des travailleurs puissent affirmer leur propre pouvoir. La communication aide à briser le manque de confiance. Il n'y a pas de séparation.

Un camarade ouvrier du C.A. Citroën s'élève contre cette conception d'avant garde consciente qui viendrait apprendre aux travailleurs ce qu'ils doivent faire dans l'usine et qui formulerait des jugements sur ce qu'ils font. La conscience des travailleurs est souvent très en avance sur celle des membres des organisations dans leur comportement quotidien, dans leur façon de lutter, dans leur conscience de la répression. Il cite un exemple personnel d'une tâche qui nécessitait 4h30 et qu'il faisait en 6h en pensant

résister ainsi à l'exploitation; lors d'une maladie il fut remplacé par un algérien qui, lui, trouvait le moyen de faire cette tâche en 9h; son comportement était plus combatif et sa résistance à l'exploitation plus efficace.

Un autre camarade explique que personne n'a jamais pu dire de quelle manière on pouvait résister à l'exploitation. Cela fait partie de la création spontanée et permanente des travailleurs. En Russie cela est élevé à la hauteur d'une institution. Aux U.S.A sur les chaînes le sabotage est quasi permanent. (Le camarade cite différents exemples de cette créativité). Ce type d'action aboutit à abaisser le niveau d'équilibre du capitalisme (taux de profit).

La question de l'existence d'organisations révolutionnaires à côté de celles de la classe ouvrière correspond à l'existence de gens qui se sentent obligés de se regrouper. Il existe forcément plusieurs organisations de ce genre, chacune correspondant à un degré de conscience différent. Ces différents groupes s'usent à mesure que le développement économique amène les travailleurs sur des positions plus ou moins autonomes. A cette évolution correspond la formation de nombreux groupes qui sortent le plus d'idées possibles.

Un camarade ouvrier déclare qu'il s'est aperçu que dans l'usine des ouvriers illettrés avaient un comportement quotidien plus révolutionnaire que les autres. Obligatoirement la classe ouvrière dépasse à un moment ceux qui passent pour les éléments les plus avancés. Aujourd'hui les positions que peuvent exprimer les groupes sont totalement dépassées. Ce camarade ne nie pas la valeur des théories ou des discussions théoriques mais la classe évolue avec l'évolution des techniques mises en oeuvre dans la production et des structures de l'entreprise. La réalité dépasse la théorie et le niveau général de la classe est plus élevé que celui de ceux qui prétendent lui apporter la conscience.

Un autre camarade ^{français} précise qu'en ce moment les bagarres dans les boîtes tournent autour des syndicats. Plus personne n'a confiance en eux. Pourtant beaucoup de camarades croient trouver dans le syndicat "rénové" ou "pur", une possibilité, ce que certains cherchent à atteindre déjà depuis un demi siècle sans jamais pouvoir y parvenir. Le fait que les travailleurs suivent les syndicats, sont récupérés par eux, n'a rien à voir avec une position pro- ou anti-syndicale. Ils subissent le syndicat comme une contrainte. S'ils partent en grève ils sont pratiquement obligés d'avoir recours à une couverture légaliste. Le fait que dans certaines circonstances on soit obligé d'avoir recours à police-secours, n'implique pas que l'on fasse confiance aux flics. Ce qu'il faut tenter de faire de l'intérieur, c'est d'amener les travailleurs à s'exprimer le plus souvent possible et le plus largement possible et parvenir ainsi à l'autogestion des luttes. Aux cours de ces tentatives, il est bien évident que le premier obstacle que l'on rencontre ce sont les syndicats qui agissent comme une force de répression extérieure (manipulation, arrêt des grèves) et intérieure (croyance dans son rôle, pression occulte sécurisante).

Une discussion a lieu entre les camarades de Révolution Internationale (Toulouse) et d'autres camarades, notamment du C.A. Citroën sur les conceptions divergentes de l'action. Un camarade précise qu'il n'est pas contre le fait que les groupes fassent des analyses et viennent distribuer des tracts aux portes des usines, mais que lui ne le fera pas, parce qu'il pense que ce sont d'autres apports qui sont nécessaires. En mai comme dans toutes les périodes de crise, il se forme des groupes de travailleurs ou ceux-ci discutent des problèmes de la société d'une manière plus radicale que dans les groupes révolutionnaires. Au lieu de diffuser une revue comme R.I. il pense qu'il est plus utile de propager des exemples de luttes, là où les travailleurs se retrouvent dans l'entreprise. Il y a une différence importante entre les organisations qui, comme R.I., veulent faire de la théorie, et l'apport collectif des travailleurs réunis dans un C.A. pour discuter d'une situation déterminée. La divergence exprime des différences de positions politiques.

Un camarade s'élève contre cette position en soulignant qu'elle est à la fois vraie et fausse. Par exemple à I.C.O. tous les camarades sont partisans de l'information pure. Mais en discutant de l'information pure on en vient à faire des analyses et ces analyses mènent obligatoirement à la théorie. Il est bien possible que ces analyses soient dépassées par les travailleurs en lutte et que ceux-ci aient des conceptions plus révolutionnaires que nous. Si on se réunit en groupe c'est précisément pour dégager de telles analyses et pour les diffuser. Au stade actuel, la lutte contre les syndicats par exemple progresse lentement, et la phase supérieure de l'autonomie totale des luttes n'est pas atteinte.

Il est de bon ton de critiquer la théorie anti-syndicaliste d'I.C.O. Pour certains cela vient de ce qu'ils ont encore une conception aliénante du syndicat. Cela correspond à la réalité sociale parce qu'il n'est pas encore disparu en tant qu'organe auquel les travailleurs font confiance pour leurs revendications. Pour d'autres au contraire, I.C.O. ne ferait que s'accrocher à des positions anti-syndicales sans voir plus loin. C'est pourtant le reflet de ce qui se passe dans les boîtes. Il n'est pas possible d'abstraire le syndicat de la vie d'un travailleur et la lutte de ce syndicat contre toute action autonome. Le débat d'idées tel qu'il existe au sein d'un groupe en partant de cette réalité est extrêmement utile entre les militants. La théorie est tout aussi utile, mais si elle reste au même niveau d'abstraction, elle tend à devenir un conformisme.

Un autre camarade s'oppose à la conception que la diffusion des idées n'a aucune importance. Le mouvement conscient s'appuie sur un savoir. La position anti-syndicale existe en fonction non seulement du concret mais aussi des analyses antérieures et des expériences passées. Pourquoi former un groupe organisé? Certains prétendent que la théorie est un obstacle à la lutte de classe, au contraire, elle devrait apporter une clarification. La réalité est toujours mouvante et l'évolution se produit en fonction du développement des forces productives. Les analyses antérieures doivent être constamment revues, et c'est là le travail d'un groupe.

Un autre camarade pense que les intentions des groupes qui diffusent des tracts et le contenu de ces tracts importent peu. Il se déclare pour qu'il y ait le plus grand nombre de groupes qui diffusent le plus de tracts possible dans les entreprises. Cela correspond d'ailleurs à la réalité: aux portes des usines importantes, beaucoup de groupes diffusent leur littérature. Les travailleurs prennent ce qui les intéresse et laissent le reste, car ce sont toujours eux qui finalement mènent les luttes et vont ensuite plus loin (un camarade dira par la suite que cette position élude le problème posé de l'action d'un groupe et de la diffusion des idées).

Un camarade critique ceux qui parlent des conseils ouvriers comme d'un programme alors que les conseils doivent être la création des travailleurs en lutte. Cette notion procède toujours de la même idée que l'on doit apprendre aux travailleurs comment ils doivent lutter.

Perspectives actuelles du capitalisme

Certains camarades considèrent un tel débat comme essentiel : les conclusions déterminent leur action présente. S'il y a perspective de crise et un processus révolutionnaire, un groupe doit agir dans ce sens ; sinon il ne peut que se consacrer à une recherche théorique.

Ce point de vue contient plusieurs directions de discussion qui seront abordées au cours du débat :

- quelle analyse peut-on faire du capitalisme mondial ?
- Y a-t-il une relation générale entre les perspectives économiques et les luttes qui éclatent dans différents pays (notamment Amérique Latine, France, Italie) ; ce qui n'est d'ailleurs qu'un aspect d'une question plus générale : la crise économique engendret-elle la révolution ?
- Que signifie « action » pour un groupe et notamment comment une action peut-elle à la fois être solidaire de luttes nationales et ne pas faire le jeu d'un impérialisme ? Sous d'autres angles ce même problème a été abordé dans les discussions antérieures.

La préoccupation d'un groupe de camarades qui tiennent particulièrement à discuter de ces problèmes vise à déterminer :

- le caractère d'un certain nombre de phénomènes économiques récents (notamment crise monétaire mondiale) ;
- la nature d'une série de mouvements et de lutte.

Ils paraissent plus soucieux de recueillir les explications des autres camarades que d'affirmer leur propre position et notamment de savoir ce que pensent les camarades américains de l'ensemble de ces problèmes.

Exposé d'un camarade américain :

La théorie économique travaille à un niveau abstrait. Aussi bien les « économistes distingués » que les « technocrates éclairés » ou les penseurs les plus lucides, sont incapables de prédire ce qui va se produire. En dépit et à cause de la planification, l'anarchie est plus grande que jamais : on peut affirmer que les économistes bourgeois ne savent pas ce qui se passe dans leur système ; si les analyses marxistes peuvent apporter quelque chose à un niveau abstrait elles ne peuvent dégager que des

tendances générales résultant de contradictions générales à l'intérieur du système. Si l'on considère les choses d'un point de vue de classe, le maintien du système capitaliste suppose un processus continu dans l'accumulation ; la conclusion qu'on peut tirer actuellement est que le surtravail (la plus value extorquée) ne suffit plus à l'accumulation du capital. Mais il s'agit d'une tendance générale qui, dans le monde réel, peut être modifiée temporairement pour différentes raisons : développement de supertechniques de production, extension des guerres, nouvelles découvertes de matières premières, etc... Cette tendance peut donc être provisoirement stoppée ou au contraire accélérée si ces interventions ne sont pas efficaces.

Le capitalisme mondial vit dans une crise continue depuis 1900. Jusqu'à 1900, le taux d'accumulation du capital s'est constamment accru. Depuis 1900 à l'échelle mondiale, tant le taux d'accumulation que le taux de profit ont décliné. Ce processus a engendré des crises économiques : celle de 1918 avec comme « solution » la guerre 14-18. Mais la destruction de capital à la suite de la première guerre mondiale ne fut pas suffisante pour permettre le relèvement du taux d'accumulation pour toutes les nations capitalistes. Le capitalisme mondial s'est trouvé concentré entre les mains des U.S.A. ; pour tenter de sortir de la destruction progressive du capital européen par le capital américain en position dominante, ce capitalisme européen a finalement déclenché la seconde guerre mondiale dont la finalité était d'unifier l'Europe pour permettre d'affronter la concurrence des U.S.A. Cette tentative a complètement échoué.

Au sortir de la deuxième guerre mondiale, les U.S.A. sont plus puissants que jamais et toutes les relations capitalistes du 19ème siècle sont détruites : il en résulte que tout ce qui se passe dans le monde est en relation étroite avec ce qui se passe aux U.S.A. Mais malgré la deuxième guerre mondiale et sa position de force, les U.S.A. n'ont pas réussi à faire croître le taux d'accumulation du capital. Leur pénétration en Europe pour tenter de résoudre son problème par une récapitulation au niveau européen n'est pas suffisante pour que cette tendance s'inverse. D'où l'utilisation d'expédients classi-

ques pour y parvenir : à la récapitalisation de l'Europe pour le compte des U.S.A. s'ajoute le programme énorme de gaspillage. S'il était stoppé cela signifierait 20 millions de chômeurs aux U.S.A. Pour résoudre ce problème interne aux U.S.A. le capitalisme américain est obligé d'avoir une politique d'expansion à l'extérieur. Les U.S.A. sont entrés dans une activité impérialiste, ils tentent de capitaliser l'Asie du Sud-Est et d'autres pays (un camarade exprimera son désaccord sur ce point). S'ils échouent, ils ne seront pas capables de garder leur population au travail et de maintenir le taux d'accumulation. La crise intérieure des U.S.A. aura un retentissement mondial. Ceci est une perspective générale qui permet de dégager une tendance mais ne permet pas de dire si un mouvement se dessine vers une crise mondiale ou une guerre, encore moins de prévoir ce qui se passera dans un avenir proche. Ce qui peut être dit, c'est que pendant deux ou trois années, le capitalisme U.S. a encore la possibilité de manœuvrer, car le niveau de la production de gaspillage peut être supporté par l'économie américaine et devrait même encore s'accroître. Mais c'est une solution temporaire qui aura seulement pour résultat d'accélérer le processus vers la crise ou la guerre. Il n'y a rien qui puisse laisser supposer que le capitalisme à longue échéance n'évolue vers la guerre ou la crise ; et cela se passera dans tous les pays : par nécessité, une période révolutionnaire réapparaîtra, même s'il n'est pas possible de dire quand ; il est fort possible que ce soit durant notre vie.

Question : A quoi correspondent les grèves actuelles dans le monde ?

Les luttes ouvrières sont exactement ce qu'elles furent autrefois. Les travailleurs luttent pour de meilleures conditions de vie ou de travail. Les salaires ou le niveau de vie sont des choses relatives. Les ouvriers en général sont dans une meilleure situation qu'il y a dix ans. Ils sont habitués à ce niveau de vie et le défendent. Ce n'est pas important pour les luttes que les salaires s'accroissent. Pour l'instant, le prolétariat ne s'intéresse qu'à des luttes pour les salaires ; qu'il y ait prospérité ou crise, c'est la situation que l'on trouve partout.

— Actuellement, les caractéristiques des luttes résultent des conditions du capitalisme moderne. En période d'expansion, partis et syndicats peuvent gagner en influence car ils peuvent jouer leur rôle. Dans une ère de crise continue il leur est impossible de gagner quoi que ce soit pour les ouvriers : la tendance est donc que ces organismes perdent leur place et que des grèves sauvages apparaissent, dépassant les frontières imposées par les organisations.

Question : Comment interpréter le rôle économique de l'U.R.S.S. ?

Le rôle économique de l'U.R.S.S. dans l'économie mondiale est celui d'un capitalisme en concurrence avec d'autres capitalismes.

La structure économique russe est la même que dans les pays capitalistes ; sur le plan intérieur, la différence réside dans le fait que l'appropriation de la plus value ne se fonde pas sur le marché et la concurrence mais sur une sorte de monopole total d'un point de vue capitaliste. Ce système diffère du capitalisme privé basé sur la concurrence ; d'un point de vue bourgeois, le capitalisme d'état russe est l'équivalent du socialisme. D'un point de vue ouvrier, il n'y a pas de différence. En Russie tout est réglé sur le marché du travail sans passer par le système du marché ; dans le capitalisme privé, tout passe par le marché, d'où des luttes, des grèves sauvages. Chacun des systèmes essaie, malgré ses différences de relations entre les ouvriers et le système, de se procurer de la plus value à l'extérieur : le capitalisme

d'état est autant impérialiste que celui basé sur la propriété privée.

OBSERVATIONS d'un groupe de camarades :

Dans l'exposé du camarade américain, il semble y avoir une contradiction. Il déclare que les luttes du mouvement ouvrier sont les luttes de toujours. Il y a cinq ans, des luttes comme celles de France, d'Italie, d'Amérique Latine, étaient impensables à une telle échelle : depuis la seconde guerre mondiale on n'en avait jamais vues de cette ampleur. On doit donc en déduire que quelque chose de nouveau est intervenu. En même temps sont apparues des difficultés monétaires et économiques : chômage, réduction des dépenses de gaspillage (Grande-Bretagne) renversement des courants commerciaux (la C.E.E. a maintenant une balance commerciale positive et les U.S.A. une balance négative - c'est contesté par certains -). Une crise économique ouvrira obligatoirement une période révolutionnaire. Les mouvements qui éclatent un peu partout sont tous basés sur les diminutions de salaires, la hausse du coût de la vie, les licenciements. Tout apparaît donc lié. Il est important d'en discuter pour essayer de savoir si nous sommes au début d'une période révolutionnaire ou si tout ce qui s'est passé n'est qu'un feu de paille.

REPONSE d'un camarade américain :

L'Amérique du Sud était utilisée jusqu'à présent par les U.S.A. comme une source de matières premières (pétrole, cuivre, produits agricoles, etc...). Depuis une quinzaine d'années, soit à partir des U.S.A., soit des états eux-mêmes, il y a une tentative de capitaliser les pays arriérés d'Amérique Latine par l'industrialisation. Pour avoir du capital, il faut faire croître le niveau d'exploitation ; cela peut se faire par le développement technologique ou par la réduction des salaires ou du niveau de vie (inflation). Il en résulte une lutte entre travailleurs et autres couches sociales contre le capitalisme. La lutte de classe en Amérique du Sud est indicative du développement du capitalisme dans ces pays et non d'une régression. Les problèmes soulevés sont ceux d'un capitalisme à ses débuts, les conflits réels n'apparaîtront qu'à une étape ultérieure. Une solution révolutionnaire ne peut surgir que d'un capitalisme développé ; rien ne dépend des pays arriérés. Tout dépend des travailleurs des U.S.A., d'Europe, d'U.R.S.S. ; c'est dans ces pays seuls que peut apparaître une solution socialiste. En Amérique du Sud, comme dans tout pays arriéré le développement capitaliste ne peut donner ouverture qu'au bolchevisme. Espérer combiner une révolution bourgeoise et une révolution prolétarienne est une illusion.

Le problème de la balance commerciale n'a rien à voir avec l'économie : c'est seulement une redistribution de la plus value à l'échelle mondiale : cela concerne la bourgeoisie, pas la classe ouvrière.

A partir de cette discussion, différents sujets qui s'y relient sont abordés.

Sur la nature de la révolution russe en 1917, Sur les rapports entre les mouvements dans les pays sous-développés et dans les pays développés.

Certains camarades insistent particulièrement sur l'interdépendance des problèmes à l'échelle mondiale. On ne peut pas isoler les phénomènes révolutionnaires en Amérique Latine de la révolution dans les pays développés. L'Amérique Latine est pour les U.S.A. la source la plus importante de matières premières et de capital ; s'il s'y produit des mouvements révolutionnaires qui aboutissent à un développement capitaliste dans un ca-

ère national, ces mouvements empêcheront les U.S.A. d'atteindre leurs objectifs économiques et par contre-coup ils déclencheront une crise économique aux U.S.A.

(ce dernier point soulève une brève critique sur le fait que les pays européens ont « perdu leurs colonies » mais que leur emprise économique n'en a pas été éliminée pour autant.)

Même si l'on considère que dans la Russie de 1917 il n'y a pas eu de révolution prolétarienne, on doit considérer le problème sur le plan mondial ; le léninisme insistait sur le développement révolutionnaire sur le plan mondial et c'est l'échec de ce développement qui a fermé la Russie dans sa révolution bourgeoise. Elle aurait pu être prolétarienne à l'échelle européenne.

(à l'évocation d'une « révolution ouvrière » en Russie en 1917, un camarade a objecté que c'était impossible car il y avait 3 millions d'ouvriers pour 160 millions d'habitants - essentiellement paysans - et que 17 fut une révolution bourgeoise analogue à 1789 en France.)

De même si l'agitation en Amérique Latine procède d'une révolution bourgeoise, ce sont des ouvriers qui se battent ; ces luttes sortent d'un cadre anti-impérialiste et n'expliquent pas pourquoi cela éclate au même moment en Europe.

(un camarade pose une question - sans réponse - : si l'Argentine et l'Uruguay sont des pays sous-développés et pourquoi ?)

L'Amérique Latine est prise dans un processus de développement capitaliste : cela veut dire un développement industriel, la formation d'une classe ouvrière et des luttes. Ces luttes n'ont aucune chance de se développer et d'atteindre le niveau de l'Europe. A côté de ces luttes prolétariennes, il y a de grandes masses de paysans qui cessent d'être des paysans, mais ne constituent pas un prolétariat.

S'il y a une révolution, par force, ce sera des révolutions du type russe en 1917, ou chinoise en 1949. Dans ces deux pays, il y avait aussi une industrie et un prolétariat. Cela n'a pas de sens d'attendre le socialisme de tels mouvements. Ils peuvent bien sûr, affaiblir l'impérialisme américain. Dans cette mesure on peut dire que c'est un élément positif, mais on ne peut rien d'autre. La révolution socialiste se fera dans les pays avancés et ira vers les pays arriérés, mais ce ne peut pas être l'inverse.

Au cours de la discussion, un autre camarade précise son point de vue sur ce point. Il y a une nécessité interne qui pousse les pays sous-développés vers l'industrialisation par des régimes de style bolcheviks, mais tout est récupéré par un impérialisme. Un fossé s'accroît entre les pays arriérés et les pays avancés et il n'y a pas d'autre issue : la révolution « bourgeoise » de type bolchevik devient même impossible. La Russie et la Chine sont le résultat des guerres. L'Inde, par contre, avec un potentiel identique, ne peut pas se développer. A l'intérieur des pays arriérés, il y a des mouvements de caractère bourgeois et d'autres de caractère prolétarien ; mais ceux-ci sont si minoritaires (comme les soviets en Russie) qu'ils ne peuvent pas permettre de caractériser la révolution (russe ou autre) qui est le fait des masses paysannes et nullement des ouvriers. Actuellement ce problème n'est nullement à l'ordre du jour, pas plus en Europe (révolution socialiste) que dans les pays sous-développés (révolution bourgeoise du type bolchevik). Sous l'angle des pays industrialisés, pas plus aux U.S.A. qu'en Europe ou en Russie, on ne peut parler actuellement de révolution prolétarienne. Les camarades qui évoquent l'Amérique Latine reprennent le schéma léniniste de la révolution permanente que les trotskystes ont

ressassé depuis cinquante ans : « le capitalisme mondial craquera là où se trouve le maillon le plus faible et cela déclenchera une réaction en chaîne. »

Est-ce que l'analyse économique peut servir à un mouvement pour sa pratique révolutionnaire ?

REPONSE d'un camarade américain :

Cela ne peut pas servir. Le cours de l'histoire est déterminé par l'économie ; le processus qui se déroule actuellement peut se dérouler sur plusieurs siècles.

Cette réponse déclenche des réactions diverses. La plus opposée émane de camarades qui parlent de « stratégie révolutionnaire à long terme » et qui veulent que l'analyse économique leur serve à « poser des jalons ». D'autres pensent que si on ne voit pas de sens à une telle discussion elle devient un débat d'érudits sans intérêt.

Pour un autre camarade, la critique économique du capitalisme actuel est une nécessité. Au début du mouvement ouvrier, la lutte cherchait à déboucher sur plus de justice, mais ne se référait pas au fonctionnement du capitalisme. Marx pensait que le soutien aux luttes nationales faisait avancer le mouvement historique. Aujourd'hui qu'un tel mouvement s'accélère, on ne ferait pas les syndicats on pu jouer un rôle réformiste lorsque le capitalisme pouvait accorder des améliorations de 1848 à 1900. Après 1900 on entre dans une nouvelle phase dans laquelle il ne peut plus rien accorder (les 8 h. revendiquées en 1900 sont encore une revendication actuelle) et les syndicats ont maintenant un rôle bourgeois. L'analyse économique peut servir à définir une stratégie révolutionnaire. Dans ce qui s'est passé en France en mai 68 et en Italie en 68-69, déterminer les causes économiques sur le plan international est essentiel.

Les guerres coloniales - leur signification

Pour certains, les guerres coloniales sont un moment de la lutte révolutionnaire contre le capitalisme car elles remettent en question l'équilibre du capitalisme. Dans leur déclenchement, il y a des difficultés économiques propres au capitalisme dominant (stagnation ou diminution du taux d'accumulation, nécessité de pratiquer l'accumulation primitive dans le pays colonisé).

D'autres camarades insistent sur le caractère de ces guerres à l'époque moderne qui rapidement deviennent le champ de bataille entre impérialismes (mais ceci est considéré comme « schématique » par d'autres). Il y a quantité de révolutions coloniales et elles ne peuvent rien résoudre ; toute guerre de « libération » est inévitablement prise dans la guerre entre les grandes puissances.

Le débat entre ces deux positions se développe :

— la première position reproche à l'autre de ne pas considérer les luttes nationales dans le cadre général du capitalisme mondial et de les isoler dans leur cadre national.

— la seconde position reprochant à la première de ne pas voir qu'à l'étape présente ces luttes ne peuvent constituer les éléments d'une lutte émancipatrice vers une révolution socialiste.

En réalité, il y a une divergence plus profonde : les premiers ont déjà conclu qu'il existe une crise capitaliste mondiale et une révolution socialiste en marche ; les seconds tirent de l'observation des faits qu'un processus se déroule effectivement depuis 50 ans et qu'il conduit, à très longue échéance, vers une révolution socialiste, mais qu'aucun des événements présents, surtout ceux des pays sous-développés n'en constituent le signe d'un avènement proche. Une autre divergence est également sous-jacente dans ce débat : la nécessité pour les uns d'intervenir donc d'élaborer une « stratégie » ; le désaccord des autres avec cette position.

LA LUTTE DES PAYS SOUS-DEVELOPPES - SOUTIEN OU PAS SOUTIEN ?

C'est finalement autour de cette divergence que le débat se centre, pour aboutir à une discussion passionnée sur des problèmes très concrets, tirés de ce qui s'est passé en France au cours de l'année écoulée.

Cela part de l'observation d'un camarade sur les engagements des mouvements étudiants d'inspiration marxiste ou autre dans le "soutien aux pays arriérés". Les problèmes qui se sont posés au cours de la guerre d'Algérie: soutien au F.L.N., lutte des militants du contingent contre leur incorporation et des étudiants contre la résiliation de leurs sursis, c'est à dire la lutte contre son propre capitalisme. Sans doute celui-ci constituait un soutien objectif au F.L.N. mais il y avait une différence importante avec le soutien actif au F.L.N. car cela permettait de conserver toute sa liberté critique et pratique à l'égard de ce qui, de toute évidence, était la "lutte pour la libération de l'Algérie".

De même dans la guerre d'Indochine, le soutien au Viet-Cong conduit aux mêmes ambiguïtés. Aux U.S.A. la lutte contre la guerre du Viet Nam a un sens, le même que celui contre la guerre d'Algérie en France. Par contre en dehors du soutien aux déserteurs et d'un travail théorique d'explication, quel sens a la lutte contre la guerre du Viet Nam ici même en France? Les manifestations diverses ont pu être exploitées politiquement par le gaullisme, le P.C., etc..., et de plus elles sont restées complètement isolées.

Un camarade fait observer que l'on néglige totalement l'éveil sur le plan de la conscience politique de nombreux jeunes à travers les manifestations pour le Vietnam. Aussi bien pour les C.A.L. que dans tout le mouvement étudiant allemand. Ces groupes ont pu évoluer après, tout en étant parti de ce que certains considèrent comme une position fautive.

Au contraire d'autres pensent qu'aucun mouvement parti de la "lutte anti-impérialiste" puisse politiser les gens. C'est tout au plus un substitut. A l'époque des manifestations contre Nixon les usines Renault du Mans étaient en grève. Des camarades du comité d'action avaient pris contact avec des étudiants pour que des liaisons s'établissent rapidement avec Paris. Mais cela n'eut pas lieu, les étudiants étant tous pris par les manifestations anti-américaines. Il aurait bien mieux valu aller au Mans ou à Billancourt, que de casser trois vitrines chez I.B.M. A travers cet exemple, ce sont deux conceptions de "l'action" qui s'affrontent. D'une part une conception de l'action politique, affirmée notamment autour du problème de la violence dans la rue, du cycle provocation-répression, de la "politisation" qui en découlerait. Avec comme danger (ce que fait ressortir la discussion) la violence pour la violence, le soutien à des violences fort éloignées de la lutte de classe, l'exploitation et la manipulation par des groupes à des fins de propagande ou par le pouvoir dans ses luttes de clans, ou dérivatifs à des tensions sociales, la cassure avec les luttes sociales réelles, le débouché sur la désillusion, l'écoeurement ou au contraire la récupération par l'organisation efficace, style autoritaire de "gauche" ou... de droite.

L'autre conception qui considère d'abord la lutte de classe, lui accorde une priorité absolue et détermine les choix politiques en fonction de cette lutte de la classe ouvrière contre le capitalisme, à commencer par le sien. Exalter le sentiment national (et on est servi là-dessus à propos du Vietnam) n'a aucun sens par rapport à la lutte de classe: c'est à cela qu'aboutissent les manifestations anti-américaines, contre Ridgway, Nixon, ou autres. Le soutien aux luttes d'Amérique Latine ou d'ailleurs, aboutit à glorifier une alliance de la petite bourgeoisie et du prolétariat.

Le débat très passionné et très ouvert sur ces positions aboutit finalement les autres discussions sur l'activité des groupes.

PROPOSITIONS DE LIAISONS INTERNATIONALES.

Au cours de la réunion internationale d'I.C.O., qui s'est tenue à Bruxelles les 12 et 13 Juillet 1969, les participants ont demandé aux camarades belges présents de créer un organisme international d'informations, de correspondance et de liaisons.

Nous avons discuté entre nous, nous avons reçu certains avis, et voici ce que nous sommes en mesure de proposer avec une chance raisonnable de réussite.

Chaque groupe, chaque individu, proches des positions d'ICO, nous envoient leurs publications, leurs analyses théoriques, les informations et la documentation dont ils peuvent disposer. Tous ces textes seront centralisés à Bruxelles, présentés et résumés dans un bulletin mensuel qui sera envoyé à tous les correspondants. Les textes pas trop longs qui nous seraient expédiés en nombre suffisant d'exemplaires (disons, provisoirement, environ 150) y seraient joints.

Il y a évidemment un problème linguistique; la difficulté n'est pas dans la traduction; mais il est difficile de répandre le bulletin dans la langue usuelle de chaque pays pour des raisons matérielles et financières évidentes. Nous nous proposons, momentanément de faire deux éditions du bulletin, l'une en français, l'autre en anglais, et nous sommes prêts à étudier toute autre suggestion. Chaque participant devra choisir une de ces langues.

Dans notre esprit, les liaisons établies à partir de ce bulletin devraient servir de base à des liaisons plus actives, par exemple à une information rapide des travailleurs d'une entreprise lorsqu'une grève éclate dans une usine du même groupe capitaliste dans un autre pays.

Si notre initiative vous intéresse, écrivez-nous et commencez à nous envoyer vos textes. Nous comptons commencer en Janvier.

Toute correspondance à:

Marie-Claire GILLES
B.P. 12
Ixelles 2-1050
BELGIQUE

ccp

24 49 - 63

BRUXELLES

Participation financière: nous pensons nous débrouiller si chaque participant nous expédie environ 35 Francs Belges, ou 4 Francs français, ou 70 cents US, ou 6 shillings, pour couvrir les frais de poste et de papier.

QUELQUES COMPLEMENTS POUR POURSUIVRE LA DISCUSSION

Voici d'abord les adresses des groupes ou camarades ayant participé à la rencontre et ayant pris position sur les questions qui y ont été abordées :

- BELGIQUE : -pour le groupe des Enragés :
CLABAU Jean 75 Avenue Gilbert BRUXELLES 5
- pour les camarades proches d'ICO :
Marie Claire GILLES BP 12 Ixelles 2-1050
- HOLLANDE : Acte et Pensée - Cajo BRENDDEL ,23a Berlioz Straat ,AMERSFOORT
- FRANCE :
Groupe de Paris : Blachier ,13bis rue Labois Rouillon ,Paris 19e
C A Citroën : Jean RENAULT , 73 rue Blanche ,PARIS 9eme
Noir et Rouge : LAGANT , BP 113 ,Paris 18eme
Révolution Internationale : Giné ,BP 183 ,31 Toulouse
camarade du Havre : PEPIER , BP 11-47 76 Le Havre .
texte sur l'idéologie ultragauche : écrire à La Vieille Taupe
I rue des fossés St Jacques Paris 5eme
- ITALIE : LUDD -Gianni Armaroli - c p 1953 GENES
- PORTUGAL : écrire à I C O
- U S A : écrire à I C O
- Grande Bretagne : Solidarity ,c/o Russell ,53 A Westmoreland Road,
Bromley ,Kent

Si nous mentionnons ces adresses ,c'est pour que les camarades puissent se joindre directement et sans passer par le canal d'ICO ,discuter et construire selon leurs affinités . Ce n'est pas ,comme certains le croient pour satisfaire une vague démocratie ou un esprit libertaire .

Depuis la rencontre des textes sont parus que nous pouvons considérer comme une contribution au débat que les camarades italiens ont regretté ne pas voir se dérouler ouvertement :

- numero 12 de l'Internationale Situationniste : B P 307-03 Paris
- Pannekoek et les conseils ouvriers -Serge Bricianer - Editions EDI
(voir au dos de la page de titre)

D'autres regroupements sont amorcés par des camarades qui ,comme les situationnistes, les Enragés de Bruxelles ou les camarades italiens critiquent la "pratique " d'ICO

- Conseil de Nantes - BP 327 44 Nantes
- A E I S - Périer - BP 11-47 76 Le Havre .

Que représentent ces tentatives par rapport au mouvement ouvrier et à la lutte de classe ?